

(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 3 SEPTEMBRE 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 3rd, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.



délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Académie Artistique Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf juillet 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Alice Boire, sténographe, fille majeure, Claude Ducharme et Jean-Paul Ste-Marie, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager le développement des arts sous toutes ses formes, soit musicale, théâtrale, cinématographique, chorégraphique ou autres, sous le nom de "Académie Artistique Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

Académie Artistique Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of July, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Alice Boire, stenographer, spinster, Claude Ducharme and Jean-Paul Ste-Marie, advocates, all of the city and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote and encourage the development of arts in all lines of same, whether musical, theatrical, cinematographic, choregraphic or otherwise, under the name of "Académie Artistique Inc."

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

A. W. Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept juillet 1949, constituant en corporation: Arthur Waddell, entrepreneur, Alfred Gagnon, contremaitre, et Aldéric Larose, camionneur, tous trois de Ste-Thérèse de Blainville, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur général pour l'exécution à forfait ou autrement, de tous genres de travaux, construction et entreprises publiques ou privées, sous le nom de "A. W. Construction Limited", avec un capital de \$99,000 divisé en 990 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse de Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept juillet 1949.

L'Assistant-procureur général, suppléant,
25634-o P. FRENETTE.

A. W. Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of July, 1949, incorporating: Arthur Waddell, contractor, Alfred Gagnon, foreman, and Aldéric Larose, carrier, all three of Ste-Thérèse de Blainville, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To act as general contractor for the performance, by the job or otherwise, of all kinds of works, constructions and enterprises, whether public or private, under the name of "A. W. Construction Limited", with a capital stock of \$99,000, divided into 990 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Thérèse de Blainville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

Canadian Sash & Door Mfg. Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux juillet 1949, constituant en corporation: June Kirlin, Daisy Stricker, secrétaires, filles majeures, et Eva Cummings, veuve, secrétaire, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de bois, propriétaires de moulins à scie et de producteurs de bois, sous le nom de "Canadian Sash & Door Mfg. Co." avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Canadian Sash & Door Mfg. Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of July, 1949, incorporating: June Kirlin, Daisy Stricker, secretaries, spinsters, and Eva Cummings, widow, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as timber merchants, saw-mill proprietors and timber growers, under the name of "Canadian Sash & Door Mfg. Co.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Cercle Maurice de la Sizeranne

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deux juillet 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Cécile Audet, professeur à domicile pour les aveugles, Maurice Godbout, André Lecours, marchands, Jos. Maranda et Jean-Charles Dufour, gérants, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Assurer le développement moral, intellectuel matériel et physique des aveugles et organiser leurs loisirs, sous le nom de "Cercle Maurice de la Sizeranne".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

Cercle Maurice de la Sizeranne

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of July, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Cécile Audet, visiting professor for the blind, Maurice Godbout, André Lecours, merchants, Jos. Maranda and Jean Charles Dufour, managers, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To assure the moral, intellectual, material and physical development of the blind and organize recreational entertainments for them, under the name of "Cercle Maurice de la Sizeranne".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited is \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634-o P. FRENETTE.

**Concrete Repairs & Waterproofing
Company, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du premier août 1949, constituant en corporation: Henry Stephen Quart, industriel, Johanna Dinan Quart, épouse séparée de biens de Henry Stephen Quart, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Lester Lent Marshall, industriel et Rosanna Thompson Marshall, épouse en communauté de biens de Lester Lent Marshall et dûment autorisée aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour réparation de ciment et de maçonnerie de tous genres, et construction générale de toutes sortes, sous le nom de "Concrete Repairs & Waterproofing Company, Limited", avec un capital de \$30,000, divisé en 1,200 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Dawson Auto Parts St. Georges Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du vingt-six juillet 1949, constituant en corporation: Frederick W. Dawson, marchand, Dorothy E. Dawson, secrétaire, épouse séparée de biens de Frederick W. Dawson, tous deux de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, et Aurélien Noël, avocat, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, pièces d'automobiles, ajustements et accessoires, articles de caoutchouc, articles de cuir, aussi tous effets, articles, marchandises, outils, équipement de machinerie requis dans l'industrie de l'automobile, sous le nom de "Dawson Auto Parts St. Georges Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Functional Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

**Concrete Repairs & Waterproofing
Company, Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of August, 1949, incorporating: Henry Stephen Quart, industrial Johanna Dinan Quart, wife separate as to property of Henry Stephen Quart, and duly authorized by him for the purposes hereof, Lester Lent Marshall, industrial, and Rosanna Thompson Marshall, married in community with Lester Lent Marshall, and duly authorized for the purposes hereof, all of the City and Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for concrete and masonry repairs of all kinds, and general construction of all kinds, under the name of "Concrete Repairs & Waterproofing Company, Limited", with a capital stock of \$30,000, divided into 1,200 shares of \$25. each.

The head office of the Company will be at Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this first day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Dawson Auto Parts St. Georges Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1949, incorporating: Frederick W. Dawson, merchant, Dorothy E. Dawson, secretary, wife separate as to property of Frederick W. Dawson, both of the City of Sherbrooke, judicial District of St. Francis, and Aurélien Noël, advocate, of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles, automobile parts, fittings and accessories, rubber goods, leather goods, also in all goods, articles, merchandise, tools, equipment in machinery incidental to the automobile industry, under the name of "Dawson Auto Parts St. Georges Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty.

The head office of the Company will be at St. Georges, Judicial District of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Functional Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-et-un juillet 1949, constituant en corporation: Alexander McT. Stalker, avocat, de Westmount, Alexander W. McLeod, avocat, de St-Lambert, et Albert L. Bissonnette, commis, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Functional Homes Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Greenbrook Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1949, constituant en corporation: Sophie S. Brookman, ménagère, épouse séparée de biens de Saul Brookman, et ce dernier tant personnellement et pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, et Jean Kwiatt Greenberg, ménagère, épouse séparée de biens de Benny Greenberg et ledit Benny Greenberg tant personnellement et pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, construire, négocier et faire le commerce de propriétés immobilières et exploiter généralement les opérations d'immeubles, sous le nom de "Greenbrook Realty Corporation", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Hemmingford Textile Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-six juillet 1949, constituant en corporation: Léo Fortin, contracteur, Marcel Fortin, contremaître, et Normand Fortin, boulanger, tous de Hemmingford, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire toutes opérations de tissage ou de fabrication de tissus et tous travaux connexes, sous le nom de "Hemmingford Textile Company", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hemmingford, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634-o P. FRENETTE.

**Imprimerie Marquis Ltée
Marquis Printing Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

first day of July, 1949, incorporating: Alexander McT. Stalker, advocate, of Westmount, Alexander W. McLeod, advocate, of St. Lambert, and Albert-L. Bissonnette, clerk, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Functional Homes Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Greenbrook Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1949, incorporating: Sophie S. Brookman, housewife, wife separate as to property of Saul Brookman, and the latter personally and to authorize and assist his wife to these presents, and Jean Kwiatt Greenberg, housewife, wife separate as to property of Benny Greenberg, and the said Benny Greenberg, personally and to authorize and assist his wife to these presents, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To buy, build, trade and deal with real estate property and generally carry on the business of real estate operators, under the name of "Greenbrook Realty Corporation", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Hemmingford Textile Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1949, incorporating: Léo Fortin, contractor, Marcel Fortin, foreman, and Normand Fortin, baker, all of Hemmingford, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To engage in all operations of weaving or manufacturing fabrics and other works connected therewith, under the name of "Hemmingford Textile Company", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hemmingford, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

**Imprimerie Marquis Ltée
Marquis Printing Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-six juillet 1949, constituant en corporation: Rodolphe Marquis, imprimeur, Philippe Marquis, et Wilfrid Marquis, plombier, le précédent comptable, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'imprimerie et de librairie, sous le nom de "Imprimerie Marquis Ltée"—"Marquis Printing Ltd.", avec un capital de \$60,000, divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune, et en 6,000 actions ordinaires de \$5. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634-o P. FRENETTE.

J. J. Shea Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1949, constituant en corporation, James Jerald Shea, ingénieur civil, John Walter Shea, comptable, tous deux de la cité de Westmount, et Léon Bissonnet, avocat, et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'entrepreneurs pour toutes sortes d'édifices publics et privés, comprenant les réparations générales, la peinture et la construction, sous le nom de "J. J. Shea Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

L'Aqueduc de Valin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juillet 1949, constituant en corporation: Thomas-Léon Tremblay, agent, domicilié à Valin, Louis-René Lagacé, avocat, et Lucienne Morin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Chicoutimi, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'aqueducs et d'égouts sous le nom de "L'Aqueduc de Valin Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 4000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634-o P. FRENETTE.

L'Association Générale des Anciens Elèves des Frères de l'Instruction Chrétienne

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juillet 1949,

sixth day of July, 1949, incorporating: Rodolphe Marquis, printer, Philippe Marquis, and Wilfrid Marquis, plumber, the former an accountant, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on the printing and stationery business, under the name of "Imprimerie Marquis Ltée"—"Marquis Printing Ltd.", with a capital stock of \$60,000, divided into 300 preferred shares of \$100 each, and 6,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

J. J. Shea Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1949, incorporating: James Jerald Shea, civil engineer, John Walter Shea, accountant, both of the City of Westmount, and Léon Bissonnet, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for all kinds of public and private buildings, including general repairs, painting and construction, under the name of "J. J. Shea Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The number of shareholders of the company is limited to twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

L'Aqueduc de Valin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1949, incorporating: Thomas Léon Tremblay, agent, domiciled at Valin, Louis René Lagacé, advocate, and Lucienne Morin, stenographer, spinster, both of the City of Chicoutimi, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the waterworks and sewerage business, under the name of "L'Aqueduc de Valin Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

L'Association Générale des Anciens Elèves des Frères de l'Instruction Chrétienne

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1949, to incorporate as a cor-

constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Lafond, avocat, Fernand Bilodeau, agent, tous deux de Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières, Jean-Paul Vincent, vendeur, Léo Lemay, employé civique, Ulric-G. Laurencelle, avocat, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, et Romuald Mainguy, commis, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Grouper les membres des différentes associations d'Anciens élèves des Frères de l'Instruction Chrétienne, sous le nom de "L'Association Générale des Anciens Elèves des Frères de l'Instruction Chrétienne".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634-o P. FRENETTE.

Laurentide Manufacturing Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt juillet 1949, constituant en corporation: Roland Berthiaume, industriel, de Cap Rouge, François Croteau-Boucher, Laurent Fiset, industriels, de Charny, et Léon Lemieux, industriel, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir et faire affaires comme agent général pour la gérance et la location de propriétés immobilières de toutes sortes, sous le nom de "Laurentide Manufacturing Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Charny, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Le Centre Récréatif de Rimouski Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt juillet 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Amédée Caron, magistrat, Elzéar Côté, Léopold D'Anjou, Wilfrid Ouellet, commerçants, Léo-L. Doyon, arpenteur-géomètre, Léo McLaren, ingénieur-civil Aubert Brillant, Richard Dubé, Norman Gendreau, comptables, Paul-Émile Gagnon, avocat, C.R., Léon Leduc, dentiste, Jules Blais, agent, Maurice Laniel et Maurice Tessier, avocats, tous des cité et district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Organiser, maintenir et exploiter un centre sportif, éducationnel et récréatif, sous le nom de "Le Centre Récréatif de Rimouski Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$800,000.

poration, without share capital: Joseph Lafond, advocate, Fernand Bilodeau, agent, both of Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières, Jean Paul Vincent, salesman, Léo Lemay, civic employee, Ulric G. Laurencelle, advocate, all three of the city and judicial district of Montreal, and Romuald Mainguy, clerk, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To unite the members of the various associations of former pupils of the Brothers of the Christian Schools, under the name of "L'Association Générale des Anciens Elèves des Frères de l'Instruction Chrétienne".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

Laurentide Manufacturing Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of July, 1949, incorporating: Roland Berthiaume, industrialist, of Cap Rouge, François Croteau-Boucher, Laurent Fiset, industrialists, of Charny, and Léon Lemieux, industrialist, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as and carry on the business of general agent for the management and leasing of immovable properties of all kinds, under the name of "Laurentide Manufacturing Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Charny, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

Le Centre Récréatif de Rimouski Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of July, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Amédée Caron, magistrate, Elzéar Côté, Léopold D'Anjou, Wilfrid Ouellet, merchants, Léo L. Doyon, land surveyor, Léo McLaren, civil engineer, Aubert Brillant, Richard Dubé, Norman Gendreau, accountants, Paul-Émile Gagnon, advocate, K.C., Léon Leduc, dentist, Jules Blais, agent, Maurice Laniel and Maurice Tessier, advocates, all of the city and judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To organize, maintain and operate a sportive recreational and educational centre, under the name of "Le Centre Récréatif de Rimouski Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$800,000.

Le siège social de la corporation sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le vingt juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634-o P. FRENETTE.

L'Escarpin Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juillet 1949, constituant en corporation: René Collette, marchand, Mark Daoust, gérant, et Paul Hamelin, commis, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, négociants de spécialités et produits fabriqués en cuir, cuirette, plastique, caoutchouc, et tous produits servant à l'homme, la femme ou l'enfant dans le domaine vestimentaire, sous le nom de "L'Escarpin Incorporée", avec un capital de \$25,000, divisé en 5,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt deux juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634-o P. FRENETTE.

Les Pétroles, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq août 1949, constituant en corporation: Joachim Grenier, Richard Roche Alleyn, avocats, de la cité de Québec, et Juliette Verret, secrétaire, de Loretteville, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entreposeurs, transporteurs, vendeurs, fournisseurs et distributeurs de gasoline, huiles, produits et sous-produits du pétrole, de toute sorte de description;

Acquérir détenir, posséder, entretenir, gérer et opérer des garages, postes de gasoline, huiles et produits de pétrole, sous le nom de "Les Pétroles, Inc.", avec un capital de \$150,000, divisé en 100,000 actions privilégiées d'une valeur nominale ou au pair de \$1 chacune et 50,000 actions ordinaires d'une valeur nominale ou au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie seront limités au nombre de vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Lingerie Marquise Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huit juillet 1949, constituant en corporation: Germaine Corbeil, Gabrielle Corbeil, filles majeures, Dame Juliette Corbeil, épouse contractuellement séparée de biens de Josephat

The head office of the corporation will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

L'Escarpin Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of July, 1949, incorporating: René Collette, merchant, Mark Daoust, manager, and Paul Hamelin, clerk, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in specialties and products manufactured from leather, leatherette, plastic, rubber, and all products classified as clothing for men, women or children, under the name of "L'Escarpin Incorporée", with a capital stock of \$25,000, divided into 5,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

Les Pétroles, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1949, incorporating: Joachim Grenier, Richard Roche Alleyn, advocates, of the City of Quebec, and Juliette Verret, secretary, of Loretteville, all in the Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of storers, transporters, marketers, suppliers and distributors of and traders in gasoline, oils, petroleum products and by-products of every kind and description;

To acquire, hold, own, maintain, manage, operate garages, gasoline, oil and petroleum products stations, under the name of "Les Pétroles, Inc.", with a capital stock of \$150,000, divided into 100,000 preferred shares having a nominal or par value of \$1. each, and 50,000 common shares having a nominal or par value of \$1. each.

The shareholders of the company shall be limited to twenty in number.

The head office of the Company will be at Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Lingerie Marquise Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of July, 1949, incorporating: Germaine Corbeil, Gabrielle Corbeil, spinsters, Dame Juliette Corbeil, wife separate as to property by marriage contract of Josephat Caron, bourgeois,

Caron, bourgeois, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturières, agents à commission et marchandes en gros et en détail de vêtements, fourrures, chaussures, lingerie et tissus de toutes sortes, sous le nom de "Lingerie Marquise Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634-o P. FRENETTE.

Louis Desrochers & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juillet 1949, constituant en corporation: Louis Desrochers, Paul Desrochers, commerçants, madame Louis Desrochers, administratrice, épouse séparée de biens de Louis Desrochers, tous trois de Joliette, district judiciaire de Joliette, Aurélien Noël, avocat, et Pauline Bélanger, fille majeure, ces deux derniers des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, de matériaux de construction de toutes sortes, accessoires de ménage, meubles de toutes sortes, articles de sport, sous le nom de "Louis Desrochers & Fils Ltée", avec un capital de \$150,000, divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair ou nominale de \$100 chacune et en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à 20.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

MacDonald Studios Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux juillet 1949, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur Daniel Ruby, et Lewis Jack Manolson, comptables, agréés, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général comme électrotypes, graveurs, photographeurs, stéréotypes, timbreurs, imprimeurs et publicistes, imprimeur en taille-douce et sur métal, dessinateurs, artistes, lithographes, cartographes, éditeurs de livres, relieurs, papetiers, libraires, agents de publicité, négociants et marchands et vendeurs de nouveautés et d'accessoires de bureau et autres, sous le nom de "MacDonald Studios Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions privilégiées de \$100 chacune et 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

and duly authorized by him for the purposes hereof, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, commission agents and wholesale and retail dealers in wearing apparel, furs, footwear, lingerie and fabrics of all kinds, under the name of "Lingerie Marquise Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

Louis Desrochers & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1949, incorporating: Louis Desrochers, Paul Desrochers, merchants, Madame Louis Desrochers, executive, wife separate as to property of Louis Desrochers, all three of Joliette, judicial district of Joliette, Aurélien Noël, advocate, and Pauline Bélanger, spinster, these two latter of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware, building materials of all kinds, household effects, furniture of all kinds, sporting goods, under the name of "Louis Desrochers & Fils Ltée", with a capital stock of \$150,000, divided into 1,000 preferred shares of a par or nominal value of \$100 each, and 500 common shares of a par or nominal value of \$100 each.

The number of shareholders will be limited to 20.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

MacDonald Studios Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of July, 1949, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Arthur Daniel Ruby and Lewis Jack Manolson, chartered accountants, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as electrotypes, engravers, photo-engravers, photographers, stereotypers, embossers, printers, and publishers, metal and tin plate printers, designers, art workers, lithographers, map makers, book publishers, book binders, paper makers, stationers, advertising agents and dealers in and vendors of novelties and office and other supplies, under the name of "MacDonald Studios Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 preferred shares of \$100 each, and 250 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Maison Familiale St-Joseph

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six juillet 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Les Révérendes sœurs Agnès Catherine (née Geveviève Delattre), Anne de Jésus (née Henriette Pinot) religieuses enseignantes, le Révérend Père Hugues Beauregard, O.F.M., curé, tous de Ville Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, poursuivre, faire fonctionner et administrer toute œuvre de charité, d'assistance, d'éducation, de prévention et de réhabilitation envers les vieillards, les infirmes, les handicapés, les orphelins, les indigents de tout âge, de tout sexe et de toute condition, sous le nom de "Maison Familiale St-Joseph".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Ville Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634-o P. FRENETTE.

Maison Familiale St-Joseph

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of July, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: The Reverend Sisters Agnès Catherine (née Geneviève Delatre), Anne de Jésus (née Henriette Pinot) teaching sisters, the Reverend Father Hugues Beauregard, O.F.M. parish priest, all of Ville Jacques-Cartier, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish, pursue, put into operation and manage any work of charity, assistance, education protection and rehabilitation of the aged, the infirm, the handicapped, the orphan, the indigent regardless of age, sex or condition, under the name of "Maison Familiale St-Joseph".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at Ville Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

Maisonneuve Building Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt juillet 1949, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir, posséder et administrer une certaine propriété, sous le nom de "Maisonneuve Building Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Maisonneuve Building Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of July, 1949, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange or other legal title, and to hold, own and administer a certain property, under the name of "Maisonneuve Building Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Marquis Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juillet 1949, constituant en corporation: Gérard Marquis, garagiste, de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, Aurélien Noël, avocat, et Pauline Bélanger, sténographe, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Pour exploiter un ou des garages, fabriquer et généralement négocier les automobiles et tous véhicules moteurs, accessoires et pièces employés dans leur construction, leurs réparations, sous le nom de "Marquis Automobiles Ltée,"

Marquis Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1949, incorporating: Gérard Marquis, garagekeeper, of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, Aurélien Noël, advocate, and Pauline Bélanger, stenographer, both of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate one or more garages, to manufacture and deal generally in automobiles and all motor vehicles, accessories and parts used in their construction, their repair, under the name of "Marquis Automobiles Ltée", with a capital

avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de \$100 chacune. stock of \$75,000, divided into 750 common shares of a par or nominal value of \$100 each.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

The number of shareholders will be limited to twenty.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juillet 1949.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634-o P. FRENETTE.

P. FRENETTE,
25634 Assistant Deputy Attorney General.

Merton Realty & Investment Corporation

Merton Realty & Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1949, constituant en corporation: Nathan Gross, manufacturier, de la ville de Hampstead, Albert Louis Stein, avocat, de la cité de Montréal, Hylda Sherman, et Lillian Lazare, secrétaires, filles majeures, toutes deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of July, 1949, incorporating: Nathan Gross, manufacturer, of the Town of Hampstead, Albert Louis Stein, advocate, of the City of Montreal, Hylda Sherman and Lillian Lazare, secretaries, spinsters, both of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Placer, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre, échanger ou autrement disposer de terrains, édifices ou autres propriétés immobilières, sous le nom de "Merton Realty & Investment Corporation", avec un capital de \$10,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

To invest in, purchase, lease or otherwise acquire, own, sell, exchange, or otherwise dispose of, lands, buildings or other immovable property, under the name of "Merton Realty & Investment Corporation", with a capital stock of \$10,000 divided into 50 common shares of a par value of \$100 each, and 50 preferred shares of a par value of \$100 each.

Le nombre des actionnaires sera limité à (20).

The number of its shareholders shall be limited to (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1949.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of July, 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Miss Brown's Dry Cleaning Inc.

Miss Brown's Dry Cleaning Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-et-un juillet 1949, constituant en corporation: Ben Steinberg, Simon Steinberg, tous deux de Montréal, Moses Steinberg, Joseph Steinberg, and Phil Sheinberg, d'Outremont, tous marchands, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-first day of July, 1949, incorporating: Ben Steinberg, Simon Steinberg, both of Montreal, Moses Steinberg, Joseph Steinberg and Phil Sheinberg, of Outremont, all merchants, in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de nettoyeurs, teinturiers, blanchisseurs et presseurs;

To carry on the business of cleaners, dyers, bleachers and pressers;

Manufacturer, réparer et faire un commerce général de chaussures, sous le nom de "Miss Brown's Dry Cleaning Inc." avec un capital de \$200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

To manufacture, repair and generally deal in footwear, under the name "Miss Brown's Dry Cleaning Inc.", with a capital stock of \$200,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each, and 10,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

The head office of the Company will be at Westmount, in the Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un juillet 1949.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of July, 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

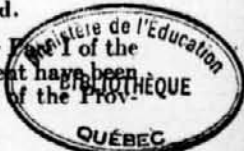
P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Mlle Eugénie Fortin Ltd.

Mlle Eugénie Fortin Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the



province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-et-un juillet, 1949, constituant en corporation: Joseph Cohen, avocat et conseil en loi du Roi, Ezra Leithman et John Jacob Gotlieb, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou chacun des commerces de manufacturiers et/ou distributeurs de hardes et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Mlle Eugénie Fortin Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

My Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf juillet 1949, constituant en corporation: Clarence Reuben Gross, avocat, Meta Henry, secrétaire, et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter et vendre des manteaux pour dames, costumes, vêtements de sport, lingerie et accessoires de toutes sortes pour dames, sous le nom de "My Shop Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées et 100 actions ordinaires, toutes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Notre-Dame Quarries Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juillet 1949, constituant en corporation: François Mercier, avocat, Gabrielle Larose, sténographe, et Cora Racicot, comptable, filles majeures, tous des cité et district judiciaires de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaires et opérateur de carrières, et celui de marchands de pierre, sous le nom de "Notre-Dame Quarries Company Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune, et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Oland & Son (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

ince of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of July, 1949, incorporating: Joseph Cohen, advocate and King's Counsel, Ezra Leithman and John Jacob Gotlieb, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers and/or distributors of clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Mlle Eugénie Fortin Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of the par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

My Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of July, 1949, incorporating: Clarence Reuben Gross, advocate, Meta Henry, secretary, and Sarah Miller, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell women's coats, suits, sportswear, lingerie, accessories and women's clothing of all kinds, under the name of "My Shop Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares and 100 common shares, all of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Notre-Dame Quarries Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1949, incorporating: François Mercier, barrister, Gabrielle Larose, stenographer, and Cora Racicot, accountant, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of quarry owners and operators and stone merchants, under the name of "Notre Dame Quarries Company Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Judicial District of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Oland & Son (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941 des lettres patentes en date du dix-huit juillet 1949, constituant en corporation: Raymond Lacasse, comptable, Léo Davignon, comptable, Reginald D. Tormey, Gérard Corbeil, avocats, tous de la cité de Montréal, Paul-Émile LeJour, avocat, de Lachine, et Jeanne Drouin, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de distributeurs de bière, tenanciers d'hôtels, tenanciers de tavernes, de restaurants, de maisons de logement, sous le nom de "Oland & Son (Quebec) Limited", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Quebec Easter Seal Society
Société des timbres de Pâques de la
Province de Québec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1949, constituant en corporation sans capital actions: Joseph-Arthur Lapres, gérant de ventes du district, Ian Ronald Macdonald, gérant des ventes, et Charles Richmond Brechley, président et gérant général, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Se procurer de l'argent par la vente de timbres de Pâques aux fins de pourvoir au soin au traitement médical et chirurgical, à l'hospitalisation et à la réhabilitation des infirmes, sous le nom de "Quebec Easter Seal Society"—Société des Timbres de Pâques de la Province de Québec."

La corporation peut acquérir et posséder des propriétés immobilières et des édifices pour une valeur ne dépassant pas \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Samton Metal Equipment Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juillet 1949, constituant en corporation: Milton Cossever, Jonah Cossever, manufacturiers, et Mary Steiman, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, négocier, étaler, des accessoires fixes et des meubles de toute espèce, faits d'acier, de bois, d'aluminium, de cuivre ou autres métaux, se livrer au commerce qui consiste à ouvrir le bois, au placage et au soudage, sous le nom de "Samton Metal Equipment Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of July, 1949, incorporating: Raymond Lacasse, accountant, Leo Davignon, accountant, Reginald D. Tormey, Gérard Corbeil, lawyers, all of the City of Montreal, Paul-Émile LeJour, lawyer, of Lachine, and Jeanne Drouin, secretary, spinster, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of beer distributors, hotel keepers, beer house keepers, restaurant keepers, lodging-house keepers, under the name of "Oland & Son (Quebec) Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Quebec Easter Seal Society
Société des timbres de Pâques de la
Province de Québec

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1949, incorporating without share capital: Joseph-Arthur Lapres, district manager of sales, Ian Ronald Macdonald, sales manager, and Charles Richmond Brechley, president and general manager, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To raise money by the sale of Easter seals to provide for the care, medical and surgical treatment, hospitalization and rehabilitation of cripples, under the name of "Quebec Easter Seal Society"—"Société des Timbres de Pâques de la Province de Québec."

The corporation may acquire and own immoveable property and buildings to a value not exceeding \$25,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Samton Metal Equipment Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1949, incorporating: Milton Cossever, Jonah Cossever, manufacturers, and Mary Steiman, secretary, fille majeure, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, deal in, display fixtures and furniture of all types, made of steel, wood, aluminum, brass or other metals, to engage in woodworking, plating and welding, under the name of "Samton Metal Equipment Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100, each, and 100 preferred shares of \$100, each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Sherbrooke Ready-Mixed Concrete Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juillet 1949, constituant en corporation: Frederick W. Dawson, gérant, Aurélien Noël, avocat, tous deux de Sherbrooke, et C. Monty Winget, gérant, de Lennoxville, tous du district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et se livrer aux activités d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de "Sherbrooke Ready-Mixed Concrete Limited", avec un capital de \$40,500, divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune et 500 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt;

Le siège social de la compagnie sera à Lennoxville, district judiciaire de St François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Thornhill Park Association

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt juillet 1949, constituant en corporation sans capital actions: Maurice Bouchard, architecte, Stanley E. Brock, administrateur de compagnie d'assurance, Charles Douglas Johnston, avocat, Louis Talbot, marchand de gros, et Maurice Turcotte, docteur en médecine, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, gérer et opérer un club en un but sportif, et récréatif, sous le nom de "Thornhill Park Association".

Le montant auquel sera limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation pourra posséder sera de \$50,000.

Le siège social de l'association sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25634 P. FRENETTE.

Lettres patentes supplémentaires

Berkertex of London Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 juillet 1949, à la compagnie "Berkertex of London Ltd." ratifiant son

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Sherbrooke Ready-Mixed Concrete Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1949, incorporating: Frederick W. Dawson, manager, Aurélien Noël, advocate, both of Sherbrooke, and C. Monty Winget, manager, of Lennoxville, all in the judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on and engage in the business and activities of general contractors and builders, under the name of "Sherbrooke Ready-Mixed Concrete Limited", with a capital stock of \$40,500, divided into 400 preferred shares of \$100 each, and 500 common shares of \$1 each.

The number of the shareholders shall be limited to twenty;

The head office of the company will be at Lennoxville, in the Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant-Deputy Attorney General.

Thornhill Park Association

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of July, 1949, incorporating without share capital: Maurice Bouchard, architect, Stanley E. Brock, insurance company executive, Charles Douglas Johnston, advocate, Louis Talbot, wholesaler, and Maurice Turcotte, doctor of medicine, all of the City and Judicial District of Québec, for the following purposes:

To promote, organize, manage and operate a Club for sporting, athletic and recreational purposes, under the name of "Thornhill Park Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the association may hold is to be limited is \$50,000

The head office of the Association will be at Québec, in the Judicial District of Québec.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25634-o Assistant Deputy Attorney General.

Supplementary Letters Patent

Berkertex of London Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of July, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to the company "Berkertex of London Ltd.", ratifying its By-

règlement N° 26 réduisant son capital actions de \$40,000 à \$15,000 par la cancellation de 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25635 P. FRENETTE.

Felco Chain Stores Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 août 1949, changeant le nom de la compagnie "Felco Chain Stores Inc." — "Magasins Felco Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 mars 1949, en celui de "Felco Chain Stores Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 4 août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25635 P. FRENETTE.

**N. A. Ally & Cie, Ltée
N. A. Ally & Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 juillet 1949, changeant le nom de la compagnie "Chibougamau General Mining & Transport, Company" — "La Compagnie Générale de Mines & Transport de Chibougamau, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 mars 1939, en celui de "N. A. Ally & Cie, Ltée." — "N. A. Ally & Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 22 juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25635-o P. FRENETTE.

Plymouth Import Mfg., Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 août 1949, changeant le nom de la compagnie "Plymouth Import Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 juin 1946, en celui de "Plymouth Import Mfg., Company Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 16 août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25635 P. FRENETTE.

Ronaldo Tapin Meubles Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 août 1949, changeant le nom de la compagnie "Ronaldo Tapin Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 mai 1949, en celui de "Ronaldo Tapin Meubles Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 11 août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25635 P. FRENETTE.

Law No. 26 reducing its capital stock from \$40,000 to \$15,000 by the cancellation of 2,500 common shares of the par value of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 29th day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25635-o Assistant Deputy Attorney General.

Felco Chain Stores Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letter, patent, bearing date the 4th day of August 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Felco Chain Stores Inc." — "Magasins Felco Inc.", incorporated by letters patent dated March 15th, 1949, into that of "Felco Chain Stores Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, the 4th day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25635-o Assistant Deputy Attorney General.

**N. A. Ally & Cie, Ltée
N. A. Ally & Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of July, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Chibougamau General Mining & Transport, Company" — "La Compagnie Générale de Mine & Transport de Chibougamau, Limitée", incorporated by letters patent bearing date the twenty-second day of March, 1949, into that of "N. A. Ally & Cie, Ltée" — "N. A. Ally & Co. Ltd."

Dated at the office at the Attorney General, this twenty-second day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25635 Assistant-Deputy Attorney General.

Plymouth Import Mfg., Company Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Plymouth Import Company Limited", incorporated by letters patent dated June 6th, 1946, into that of "Plymouth Import Mfg., Company Limited".

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25635-o Assistant Deputy Attorney General.

Ronaldo Tapin Meubles Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Ronaldo Tapin Limitée", incorporated by letters patent bearing date the nineteenth day of May, 1949, into that of "Ronaldo Tapin Meubles Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25635 Assistant Deputy Attorney General.

**Talon Ltée
Talon Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du 25 juillet 1949, à la compagnie "Aux Meubles Talon" (Ltée)—"Talon Furniture Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er septembre 1939, ratifiant un règlement: a) changeant le nom de la compagnie en celui de "Talon Ltée"—"Talon Ltd.";

b) augmentant son capital actions de \$20,000 à \$100,000, par la création de 800 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 juillet 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25635 P. FRENETTE.

**Talon Ltée
Talon Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of July, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Aux Meubles "Talon" (Ltée)"—"Talon Furniture Ltd.", incorporated by letters patent dated September 1st, 1939, ratifying a by-law: a) changing the Company's name to that of "Talon Ltée"—"Talon Ltd."; b) increasing its capital stock from \$20,000 to \$100,000 by the creation of 800 additional common shares of the par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 25th day of July, 1949.

P. FRENETTE,
25635-o Assistant Deputy Attorney General.

Transmerica Fruit Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 4 août 1949, à la compagnie "Transmerica Fruit Corporation", ratifiant son règlement N° 33 augmentant son capital actions de \$15,000 à \$65,000 par la création de 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25635 P. FRENETTE.

Transmerica Fruit Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourth day of August 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Transmerica Fruit Corporation", ratifying its By-Law No. 33, increasing its capital stock from \$15,000 to \$65,000 by the creation of 2,000 preferred shares of the par value of \$25 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, the 4th day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25635-o Assistant Deputy Attorney General.

Universal Electric Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du 11 août 1949, changeant le nom de la compagnie "Canadian Laminations Co. Ltd." constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 août 1945, en celui de "Universal Electric Products Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 11 août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25635 P. FRENETTE.

Universal Electric Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Canadian Laminations Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated August 17th, 1945, into that of "Universal Electric Products Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, the 11th day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25635-o Assistant Deputy Attorney General.

West End Clothes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 1er août 1949, à la compagnie "West End Clothes Inc.", ratifiant son règlement N° 22 augmentant son capital actions de \$20,000 à \$60,000 par la création de 400 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25635 P. FRENETTE.

West End Clothes Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "West End Clothes Inc.", ratifying its By-Law No. 22 increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000 by the creation of 400 additional common shares of the par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 1st day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25635-o Assistant Deputy Attorney General.

**Action en séparation de corps
et de biens**

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 274954. Dame Albertine Nadon, de Pont-Viau, district de Montréal, épouse commune en biens de Delphis Labelle, journalier, des mêmes lieux, ladite Dame Albertine Nadon, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, par jugement de cette Cour, demanderesse vs Delphis Labelle, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 20ième jour de juillet 1949.

Montréal, ce 25 août 1949.

Le Procureur de la demanderesse,
25657-o YVES PELLETIER.

**Action for Separation as to Bed
and Board and Property**

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, number 274954. Dame Albertine Nadon, domiciled in Pont-Viau, district of Montreal, wife common as to property of Delphis Labelle, journeyman, of the same place, said Albertine Nadon, duly authorized by judgment from this Court to sue said Defendant, plaintiff; and said Delphis Labelle, of the same place, defendant.

An action in separation as to bed and board and property has been instituted in this case on the 20th day of July, 1949.

Montreal, August 25th, 1949.

25657-o YVES PELLETIER,
Attorney for Plaintiff.

Action en séparation de biens

AVIS LÉGAL

Dame Rose Alma Loïselle, épouse de Alfred Boucher, ferblantier-plombier, domicilié à St-Victor de Beauce, district de Beauce, a formé contre son mari une demande en séparation de biens en vertu d'un bref émis le 18 août 1949.

Montréal, le 1er septembre 1949.

L'avocat de la demanderesse,
25662-o OMER COTÉ, C.R

Action for separation as to property

LEGAL NOTICE

Dame Rose Alma Loïselle, wife of Alfred Boucher, tinsmith-plumber, domiciled at St-Victor de Beauce, district of Beauce, has instituted an action for separation as to property against her husband, in virtue of a writ issued on the 18th of August, 1949.

Montreal, September 1, 1949.

25662 OMER COTÉ, K.C.,
Attorney for plaintiff.

Avis divers

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le 12 août 1949, le changement de nom du "Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt de la Côte-Nord, Inc." en celui de "Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt, Inc.", et ce conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 août 1949.

25636-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on August 12, 1949, authorized the change of name of the "Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt de la Côte-Nord, Inc.", to that of "Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt, Inc.", and such in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, August 19, 1949.

25636 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 25 août 1949, les Règlements nos 1, 2 et 3 de la corporation: "Maison Familiale St-Joseph"; tels qu'adoptés à une assemblée générale spéciale tenue le 3 août 1949, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles qu'ajoutées par la Loi 11, George VI, chapitre 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 août 1949.

25642-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, under date of August 25, 1949, approved By-laws Nos. 1, 2 and 3 of the corporation "Maison Familiale St-Joseph", as adopted at a special general meeting held on August 3, 1949, and such in conformity with the provisions of section 225a of the Quebec Companies' Act, (R.S.Q. 1941, chapter 276), as added by the Act 11 George VI, chapter 65, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary, August 26, 1949.

25642 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le texte d'une résolution du syndicat coopératif à responsabilité limitée "Les Abattoirs du Saguenay", société régie par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, avec siège social à St-Bruno, comté de Lac St-Jean, changeant le nom de ladite société en celui de "La Chaîne Coopérative du Saguenay", telle qu'adoptée à l'assemblée générale annuelle des membres tenue le 12 juillet 1949, conformément aux dispositions de l'article 4 de ladite loi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 août 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25641-o JEAN BRUCHÉSI.

MONTREAL HUM QUONG YEA TONG SOCIETY

(Conseil de l'Est)

Extrait des règlements de la susdite corporation, tels qu'adoptés le 17 juillet 1949, concernant une augmentation dans le nombre des directeurs de douze (12) à vingt-et-un (21):

"4.—Administration—Les affaires de la société sont administrées par un comité composé comme suit :

- a) Un conseil de neuf conseillers et deux conseillers suppléants;
 - b) Un président;
 - En cas d'absence du président, un vice-président sera choisi parmi les conseillers et demeurera en fonctions pour cette assemblée seulement;
 - c) Un secrétaire et un secrétaire suppléant;
 - d) Un trésorier et un trésorier suppléant;
 - e) Un secrétaire des affaires étrangères et un secrétaire suppléant des affaires étrangères;
 - f) Un gouverneur et un gouverneur suppléant;
 - g) Un concierge."
- Vraie copie.

Le Secrétaire,
25643 (Signé) HUM CHING GEE.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Laitier de Causapsal", en date du 29 avril 1942, dont le siège social est situé à Causapsal, comté de Matapédia, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 août 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25644-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. des Trois-Rivières", en date du 11 juillet 1949, dont le siège social est situé à St-Tite, comté de Laviolette, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 juillet 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25665-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the text of a resolution of the cooperative Syndicate of limited liability "Les Abattoirs du Saguenay", an association governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, with principal place of business at St-Bruno, county of Lake St. Jean, changing the name of the said association into that of "La Chaîne Coopérative du Saguenay", as adopted at the annual general meeting of the members held on the 12th of July, 1949, pursuant to the provisions of section 4 of the said Act, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25641 Under Secretary of the Province.

MONTREAL HUM QUONG YEA TONG SOCIETY

(Eastern Headquarters)

Extract from the By-laws of the above named corporation, as adopted on July 17th, 1949, concerning an increase in the number of directors from twelve (12) to twenty-one (21):

"4.—Administration—The affairs of the society are administered by a committee formed as follows:

- a) A council of nine councillors and two acting councillors;
 - b) One chairman;
 - In case of absence of the chairman, a vice-chairman will be selected among the councillors and will stay in office for that meeting only;
 - c) One secretary and one acting-secretary;
 - d) One treasurer and one acting-treasurer;
 - e) One secretary to foreign affairs and one acting-secretary to foreign affairs;
 - f) One governor and one acting-governor;
 - g) One janitor."
- True copy.

(Signed) HUM CHING GEE,
25643-o Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Laitier de Causapsal" under date the 29th day of April, 1942, whereof the head office is at Causapsal, county of Matapédia, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25644 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. des Trois-Rivières", under date the eleventh day of July, 1949, whereof the head office is at St-Tite, county of Laviolette, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of July, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25665 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Dupuy", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-six août 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Dupuy, comté d'Abitibi-ouest.

25647-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

UNION FACTORY SUPPLIES Co.

Règlement N° 22

Augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre.

"Préposé, secondé et résolu:

Que l'amendement aux règlements, tel que contenu dans le Règlement N° 22, augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre, décrété par les directeurs et approuvé par les actionnaires à leurs assemblées tenues ce jour, soit et il est par les présentes approuvé, confirmé et ratifié."

Montréal, le 30 janvier 1947.

25658 Le Président,
SAM PINSKY.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Dupuy", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August 26th, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Dupuy, county of Abitibi-West.

25647 **JEAN BRUCHÉSI,**
Under Secretary of the Province.

UNION FACTORY SUPPLIES Co.

By-Law No. 22

Increasing the number of Directors from three to four.

"Moved, seconded and resolved:

That the amendment to the By-Laws as contained in By-Law number 22 increasing the number of the Directors from three to four, enacted by the Directors and approved by the shareholders at their meetings held this day be, and the same is hereby approved, confirmed and ratified."

Montreal, January 30th, 1947.

25658-o **SAM PINSKY,**
President.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 30 août 1949, les règlements généraux et les règlements bancaires (General and Banking By-Laws) de "The Sherbrooke Street Association", comprenant les articles I à IX inclusivement, tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 15 juillet 1949, et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 31 août 1949.

25669-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 29 août 1949, les règlements de la corporation "The Barrie Memorial Hospital", tels qu'adoptés à une assemblée générale spéciale tenue le 29 juillet 1949, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S. R. Q. 1941, chapitre 276), telles qu'ajoutées par la Loi 11, George VI, chapitre 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 août 1949.

25670-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, under date of August 30th, 1949, approved the General and Banking By-laws of "The Sherbrooke Street Association", including articles I to IX inclusively, as adopted at a special general meeting held on July 15, 1949, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R. S.Q. 1941, chapter 276) as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, August 31, 1949.

25669 **JEAN BRUCHÉSI,**
Under Secretary of the Province.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on the 29th of August, 1949, approved the by-laws of the corporation "The Barrie Memorial Hospital", as adopted at a special general meeting held on the 29th of July, 1949, and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as added by the Act 11, George VI, chapter 65, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1949.

25670 **JEAN BRUCHÉSI,**
Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS

En vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Carla Jane Inc" donne avis par les

Charters — Surrender of

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Carla Jane Inc." hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-

présentes qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour demander l'abandon de sa charte et la cancellation d'icelle à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, le 24e jour d'août 1949.

CARLA JANE INC.,
par: le Président,
HYMAN ROTCHTIN.

Les Procureurs pour Carla Jane Inc. 25637
Mtre Rudner & Harris.

JUFRUIT INC

Avis est par les présentes donné que "Jufruit Inc" se présentera pour demander au Procureur Général la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 25e jour d'août 1949.

Les Procureurs de la requérante,
LAFLEUR & FORTIER.
25638-o

MURETTA APARTMENTS LTD.

En vertu des dispositions de la première partie de la loi des compagnies de Québec, la compagnie "Muretta Apartments Ltd." donne avis par les présentes qu'elle s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour demander l'abandon de sa charte à compter d'une date qui sera fixée par le Procureur général.

Daté à Montréal, ce 23e jour d'août 1949.

Le Secrétaire,
BERNARD SCHWARTZ.

Les Procureurs des requérants,
Sperber, Gold & Lapin. 25639

Département de l'Agriculture

Avis de changement du nom du "Couvoir Coopératif de l'Islet Nord" en celui de "Couvoir Coopératif de Ste-Louise"

Avis est par le présent donné qu'il a plu au Ministre de l'Agriculture, à la demande du bureau de direction du Couvoir Coopératif de l'Islet Nord, société coopérative constituée sous le régime de la loi des sociétés coopératives agricoles et dont l'avis de formation a été publié à la Gazette officielle de Québec, le 23 novembre 1946, de changer le nom de cette société en celui de "Couvoir Coopératif de Ste-Louise".

Québec, ce vingt-troisième jour d'août 1949.

Le Sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
R. TRÉPANIÉ.
25666-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la Province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de

Governor of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 24th day of August, 1949.

CARLA JANE INC.
Per HYMAN ROTCHTIN,
President.

Mtres. Rudner & Harris, 25637-o
Solicitors for Carla Jane Inc.

JUFRUIT INC

Notice is hereby given that the company "Jufruit Inc" will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 25th day of August, 1949.

LAFLEUR & FORTIER,
Attorneys for the Petitioners.
25638

MURETTA APARTMENTS LTD.

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, the "Muretta Apartments Ltd." hereby gives public notice that it will make application to the Attorney General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter, as and from a date to be fixed by the Attorney General.

Dated at Montreal, this 23rd day of August, 1949.

BERNARD SCHWARTZ,
Secretary.

Sperber, Gold & Lapin, 25639-o
Attorneys for Petitioner.

Department of Agriculture

Notice of change of name of "Couvoir Coopératif de l'Islet Nord" to that of "Couvoir Coopératif de Ste-Louise".

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has been pleased, at the request of the board of directors of "Couvoir Coopératif de l'Islet Nord", a cooperative association formed under authority of the Cooperative Agricultural Associations Act and notice of formation whereof was published in the Quebec Official Gazette of November 23, 1946, to change its name to that of "Couvoir Coopératif de Ste-Louise".

Quebec, this twenty-third day of August, 1949.

RENÉ TRÉPANIÉ,
Acting Deputy Minister of Agriculture
25666

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec has presented to him a request to amend the decree

modifier le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec, de la façon suivante:

1. Que l'article X-A, intitulé "Congés annuels payés", soit modifié en radiant l'alinéa 1-b et le remplaçant par le suivant:

"1-b) Si le salarié n'a pas terminé une année de services continus à l'emploi de son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de 5/12 de journées de travail qu'il a de mois de services continus pour son employeur."

2. Que l'article X-A, paragraphe 9, soit modifié en radiant le dernier alinéa et le remplaçant par le suivant:

"L'employeur doit faire parvenir, avec son rapport mensuel de la liste de paye à ladite Commission conjointe de l'industrie de la robe, sur des formules fournies à cet effet, les renseignements ci-haut mentionnés et tout autre renseignement que ladite Commission conjointe peut juger nécessaire concernant les vacances payées, la rémunération de congédiement ou de départ volontaire et les jours de fête payés prévus à l'article XV-A du présent décret."

3. Que l'article XI, intitulé "Responsabilité du travail exécuté hors des ateliers", soit modifié en remplaçant les mots "Comité conjoint", apparaissant à la septième ligne, par les mots "Commission conjointe", et en ajoutant audit article le nouvel alinéa suivant:

"Le ou avant le 10 de chaque mois, chacune des personnes ci-haut mentionnées qui donne ou reçoit du travail doit fournir au bureau de ladite Commission conjointe un rapport de ce travail reçu ou donné le mois précédent sur des formules mises à sa disposition par ladite Commission conjointe, lequel rapport renfermant les renseignements que la Commission conjointe peut juger nécessaires."

4. Que l'article XII, alinéa 2-b, soit modifié en y ajoutant la phrase suivante:

"Si les travailleurs à domicile sont payés à la pièce, un échantillon du travail doit être soumis à la Commission conjointe et le taux à la pièce doit être approuvé par la Commission conjointe ou son représentant dûment autorisé avant que le travail ne soit donné."

5. Que l'article XII, alinéa 4-a, soit modifié en y ajoutant la phrase suivante:

"Les taux à la pièce ne doivent jamais, cependant, être inférieurs à ceux approuvés par la Commission conjointe ou son représentant dûment autorisé."

6. Que l'article XII, alinéa 4-b, soit modifié en insérant, après les mots "n'a pas d'atelier" apparaissant à l'avant-dernière ligne, les mots "ou ne fait pas le travail dans son atelier,"

7. Que l'article XII soit modifié en remplaçant les alinéas "c" et "d" du paragraphe 4 par les suivants:

"c) Notwithstanding toute autre disposition du présent décret, le travailleur à domicile ne doit jamais recevoir moins que les taux minima mentionnés aux articles VIII et IX du décret majorés de 10%; et les taux à la pièce doivent constituer un salaire au moins égal à celui qu'entraînent ces minima, le tout, cependant, sujet aux alinéas 2-b et 4-a de cet article XII."

"d) Nonobstant toute infraction aux dispositions du présent décret, et tout particulièrement au présent article XII, ou à toute loi, l'employeur doit néanmoins, dans tous les cas, payer au tra-

number 3519 of September 24th, 1940 and amendments, relating to the Dress Industry in the Province of Quebec, in the following manner:

1. That section X-A, entitled "Annual Vacation with pay", be amended by deleting its paragraph 1-b and by replacing it with the following new paragraph:

"1-b) If the employee has not yet completed a year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay, having a minimum duration of as many 5/12's of working days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer."

2. That section X-A, subsection 9, be amended by deleting therefrom the last paragraph and substituting therefor the following:

"The employer shall file with his monthly payroll report to the said Joint Commission for the Dress Industry, on forms provided therefor, the information above specified, and such other information as the said Joint Commission may deem advisable, both with respect to vacation with pay, quittance pay, and to those paid legal holidays provided in section XV-A of the present decree."

3. That section XI entitled "Responsibility for Outside Work", be amended by changing the words "Joint Committee" in the 4th and 5th lines thereof, and substituting therefor the words "Joint Commission", and by adding thereto, after the word "decree", the following new paragraph:

"On or before the 10th day of each month, any of the above mentioned persons who gives and/or receives the work, must file at the office of the said Joint Commission, a report of the said work given or received the preceding month, on forms provided by the said Joint Commission and containing such information as the Joint Commission may deem advisable."

4. That section XII, paragraph 2-b, be amended by adding thereto, the following new sentence:

"In the event that homeworkers are to be paid at piece work rates, a sample of the work must be submitted to the Joint Commission, and the said piece work rates must, prior to the giving of the work, be approved by the Joint Commission or its representative duly authorized so to do."

5. That section XII, paragraph 4-a, be amended by adding the following sentence to:

"In no case, however, shall the piece work rates be lower than those approved by the Joint Commission or its representative duly authorized so to do."

6. That section XII, paragraph 4-b, be amended by inserting after the word "shop" coming before the comma in the next to the last line thereof the words "or does not make the work in his shop."

7. That section XII be amended by replacing paragraphs "c" and "d" of subsection 4 by the following:

"c) Notwithstanding anything contained herein or elsewhere in this Decree, in no case shall the homemaker receive less than the minimum wages as provided in sections VIII and IX of the decree increased by 10% and no piece work rates shall be fixed which do not yield at least these minimum wages, the whole, however, subject to paragraphs 2-b and 4-a of this section XII."

d) Notwithstanding any violation of any of the provisions of this decree, and particularly of this section XII, and/or any law, the employer must nevertheless, in all cases, pay the homemaker

vailleux à domicile les taux gagnés tels que prévus dans cet article."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 septembre 1949. 25661-0

the wages earned as provided in this section XII."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 3rd, 1949. 25661-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2375 du 11 septembre 1937, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit:

1. En ajoutant l'article XIV-A suivant:

"XIV-A. Lorsqu'on fait exécuter du travail par des ateliers, des entrepreneurs, des sous-entrepreneurs, ou des sous-manufacturiers de l'extérieur, l'employeur qui fait exécuter tel travail doit fournir au Comité conjoint de l'Industrie de la Confection pour Dames les renseignements suivants sur les formules toujours signées en duplicata, lesquelles sont mises à sa disposition par le Comité: la quantité des vêtements envoyés, le numéro du modèle de chaque vêtement, la date à laquelle le travail a été envoyé, le nom de la personne ou des personnes auxquelles on envoie le travail, le prix à la pièce, les taux de salaire en vigueur pour des vêtements semblables fabriqués dans l'atelier de l'employeur.

Ces renseignements doivent être fournis audit Comité au plus tard le jour de l'envoi du travail.

Le Comité fournira en tout temps, à toute partie contractante, les renseignements enregistrés se rapportant aux heures de travail et aux salaires des salariés, au travail envoyé aux ateliers, entrepreneurs, sous-entrepreneurs ou sous-manufacturiers de l'extérieur ainsi que tout renseignement statistique en possession du Comité.

Tous les prix et taux pour travail à la pièce et tous les salaires et taux pour travail à la semaine payés par les dits ateliers, entrepreneurs sous-entrepreneurs ou sous-manufacturiers ne doivent pas être inférieurs à ceux payés par l'employeur qui envoie tel travail."

2. En radiant l'article XV et le remplaçant par le suivant:

"XV. Les salariés qui ont travaillé dans l'industrie pendant une année ont droit à cinq (5) jours de fête chômés et payés, à savoir: Le Jour de Noël, le Premier de l'An, la Fête du Travail, le Vendredi Saint et la Confédération. Tous les ateliers seront fermés ces jours là. Tout salarié, pour avoir droit à l'un ou l'autre de ces jours de fête, doit avoir été au service de son employeur pendant au moins trois (3) mois.

Tout salarié peut s'absenter tout autre jour de fête."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail re-

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the Ladies' Cloak and Suit Industry, in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree No. 2375 of the 11th of September 1937 and amendments, have presented to him a request to amend the said decree in the following manner:

1. By adding Section XIV-A as follows:

"XIV-A. In cases where work is sent out to be done by outside shops, contractors, sub-contractors, sub-entrepreneurs or sub-manufacturers, the employer who sends out such work shall supply the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry, with the following information, on forms supplied by the Committee, duly signed in duplicate, in each case, to wit: the quantity of garments sent, the style number of each garment, the date on which the work is sent, the name of the person or persons to whom the work is sent, the price per each garment, the prevailing rates of pay for comparable garments made in the employer's shop.

Such information must be supplied to the aforesaid Joint Committee not later than the day on which the work is sent out.

The Joint Committee shall at all times make available to any of the contracting parties information on record dealing with hours and wages of employees, work sent to outside shops, or to contractors, or to sub-contractors, or to sub-entrepreneurs, or to sub-manufacturers, and any statistical information as may be in possession of the Joint Committee.

All piece-work prices and rates and all week-work wages and rates paid by the aforesaid outside shops, contractors, sub-contractors, sub-entrepreneurs and sub-manufacturers shall not be lower than those paid by the employer who sends out such work."

2. By deleting Section XV and replacing the said Section by the following:

"XV. Employees who have worked in the industry for one year shall be granted five (5) legal Holidays with pay, to wit: Christmas Day, New Year's Day, Labour Day, Good Friday, Dominion Day. All shops must remain closed on these holidays. An employee in order to be entitled to any of the above Holidays, must have been in the employ of his employer for a minimum period of three (3) months.

An individual employee may abstain from work on any other holiday."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will

cevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 septembre 1949 25651-0

consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 3rd, 1949. 25651-0

Département du trésor
Assurances

Treasury Department
Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRATION

Avis est par les présentes donné que l'Assurance-Vie Desjardins, constituée en corporation par la loi 12 George VI, chapitre 102 et enregistrée sous le numéro 494, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 3915 qui l'autorise à compter du 1er septembre 1949, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance sur la vie.

Notice is hereby given that l'Assurance-Vie Desjardins, incorporated by the act 12 George VI, chapter 102 and registered under number 494, has obtained the license and certificate of registration number 3915 authorizing it, as from the 1st of September 1949, to undertake in the Province contracts of life insurance.

Le siège social de la compagnie est situé à Lévis, province de Québec.

The head office of the company is situate at Lévis, Province of Québec.

Donné au bureau du Service des Assurances, Département du Trésor, le 1er septembre 1949.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 1st of September 1949.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

25667-35-2-0 Surintendant des Assurances..

25667-35-2-0 Superintendent of Insurance.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT

CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Marvin	Donald	21	Québec	St-Léon de Westmount (Montréal) Loyola College (Montréal)

Québec, le 31 août 1949 — Quebec, August 31, 1949

Le Secrétaire du Barreau de Québec.
ROGER THIBAudeau.
Secretary of the Bar of Québec.

25671-35-2-0

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the great seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Québec, 3 août 1949.

Quebec, August 3, 1949.

M. Roger-Nantel Séguin, domicilié dans la cité d'Ottawa et membre du Barreau de la province de Québec: conseil en loi du Roi.

Mr. Roger-Nantel Séguin, domiciled in the city of Ottawa and member of the Bar of the Province of Québec: King's Counsel.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointment:

Québec, 3 août 1949.

Quebec, August 3, 1949.

Mtre Louis Langlais, avocat, d'Asbestos: recorder de la ville de Richmond. 25660-0

Mtre Louis Langlais, advocate, of Asbestos: to be Recorder of the town of Richmond. 25660

Sièges sociaux

Head Offices

Canada, province de Québec, district de Rimouski

Canada, province of Quebec, district of Rimouski

P. E. BOUFFARD LIMITÉE

P. E. BOUFFARD LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la Compagnie "P. E. Bouffard Limitée" constituée en corporation par Lettres Patentes en date du quinzième jour de février mil neuf cent quarante-neuf, ayant son siège social et sa place d'affaires à Matane, a établi son bureau au garage de la Compagnie situé du côté nord de la route numéro 6, à environ cinq arpents à l'est des limites de la Ville de Matane.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Matane, ce quatrième jour d'août mil neuf cent quarante-neuf.

P. E. BOUFFARD LIMITÉE,

Par le Secrétaire,

ELZÉAR BOUFFARD.

25645-0

ST. PAUL INVESTMENTS LTD.

ST. PAUL INVESTMENTS LTD.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "St. Paul Investments Ltd", compagnie constituée par lettres patentes en date du 30 avril 1949 sous la Partie I de la Loi des Compagnies de Québec, avec siège social à Montréal, a établi son bureau au N° 50 de la rue St-Paul ouest, dans la cité de Montréal.

Montréal, ce 25 août 1949.

(Sceau)

Le Secrétaire,

PAUL E. BRUNET.

25659-0

Notice is hereby given that the company P. E. Bouffard Limitée incorporated by letters patent bearing date the fifteenth day of February, one thousand nine hundred and forty-nine having its head office and place of business at Matane, has established its office in the Company's garage situated on the north side of Highway No. 6, at about five arpents east of the limits of the Town of Matane.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Matane, this fourth day of August, one thousand nine hundred and forty-nine.

P. E. BOUFFARD LIMITÉE,

Per: ELZÉAR BOUFFARD,

Secretary.

25645

Notice is hereby given that the company "St. Paul Investments Ltd", a company incorporated by letters patent bearing date the 30th of April, 1949, under Part I of the Quebec Companies' Act, with head office at Montreal, has established its office at No. 50 St. Paul Street West, in the city of Montreal.

(Seal)

Montreal, August 25, 1949.

PAUL E. BRUNET,

Secretary.

25659

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA SARRÉ
(Comté d'Abitibi)MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LA SARRÉ
(County of Abitibi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à huit heures de l'après-midi, le lundi 19 septembre 1949, pour l'achat de \$40,000.00 d'obligations de la Corporation Municipale du Village de La Sarre, datées du premier août mil neuf cent quarante neuf et remboursables par séries à raison de deux mille piastres (\$2,000.00) par année, pendant vingt ans (20) le premier versement devenant dû au 1er août 1950, avec intérêt à un taux n'excédant pas trois et demi (3½%) pour cent l'an payable semi annuellement le premier février et le premier août de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toute échéance d'intérêt sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until eight o'clock in the afternoon, on Monday the 19th September 1949, for the purchase of \$40,000.00 of bonds of the Municipal Corporation of the Village of La Sarre, dated August 1st 1949, and redeemable serially at the rate of \$2,000.00 yearly, during twenty years (20), the first instalment becoming due on August 1st 1950, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually on the 1st day of February and the 1st day of August of each year.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the chartered bank whose name appears in the loan procedure.

These bonds shall be redeemable by anticipation at par, at any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be called for payment shall be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 19 septembre 1949 à 8 hres p.m. à la salle des délibérations.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Sarre, 26 août 1949.

Le Secrétaire-Trésorier,
JULES LAVIGNE, N.P.

25646-o

loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The bonds will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the 19th of September 1949 at 8 o'clock in the evening in the Council-Room.

The Council shall not be bound to accept the highest nor any of the tenders.

La Sarre, August 26th 1949.

JULES LAVIGNE, N.P.,
Secretary-Treasurer.

25646-o

VILLE DE MÉGANTIC
(Comté de Frontenac)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures P.M., lundi le 19 septembre 1949 pour l'achat de \$44,500.00 d'obligations de la Ville de Mégantic, comté de Frontenac, datées du 1er octobre 1949 et remboursables en séries du 1er octobre, 1950 au 1er octobre 1964, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut-être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances. L'emprunt est en renouvellement d'une émission à 5½% échéant le 1er octobre 1949. Le tableau d'amortissement est le suivant:

1er octobre 1950	2,500.00
1er octobre 1951	2,500.00
1er octobre 1952	2,500.00
1er octobre 1953	2,500.00
1er octobre 1954	2,500.00
1er octobre 1955	2,500.00
1er octobre 1956	2,500.00
1er octobre 1957	3,000.00
1er octobre 1958	3,000.00
1er octobre 1959	3,500.00
1er octobre 1960	3,500.00
1er octobre 1961	3,500.00
1er octobre 1962	3,500.00
1er octobre 1963	3,500.00
1er octobre 1964	3,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Mégantic.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil de la Ville de Mégantic qui sera tenue le 19 septembre à 8 P.M. à la salle de l'Hôtel de Ville.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lac Mégantic, ce vingt-cinq août, 1949.

L'ass't Greffier,
LEO MICHAUD.

25649

TOWN OF MÉGANTIC
(County of Frontenac)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock in the evening, Monday the 19th of September, 1949, for the purchase of \$44,500 of bonds of the Town of Megantic, county of Frontenac, dated the 1st of October, 1949, and redeemable serially from the 1st of October, 1950 to the 1st of October 1964, with interest at a rate not exceeding 3½% par annum, payable semi-annually the 1st of March and 1st of October of each year. The rate of interest may be the same for the total issue or may vary according to maturities. This loan is a renewal of an issue at 5½% maturing the 1st of October, 1949. The table of redemption is as follows:

1st October 1950.....	\$ 2,500.00
1st October 1951.....	2,500.00
1st October 1952.....	2,500.00
1st October 1953.....	2,500.00
1st October 1954.....	2,500.00
1st October 1955.....	2,500.00
1st October 1956.....	2,500.00
1st October 1957.....	3,000.00
1st October 1958.....	3,000.00
1st October 1959.....	3,500.00
1st October 1960.....	3,500.00
1st October 1961.....	3,500.00
1st October 1962.....	3,500.00
1st October 1963.....	3,500.00
1st October 1964.....	3,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, or at Megantic.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council of the Town of Megantic, to be held on the 19th of September, at eight o'clock in the evening, in the Town Hall.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Lake Megantic, this twenty-fifth day of August, 1949.

LEO MICHAUD,
Deputy Clerk.

25649

MUNICIPALITÉ DE STE-THÉRÈSE DE LISIEUX
(Comté de Québec)MUNICIPALITY OF STE-THÉRÈSE DE LISIEUX
(County of Quebec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures de l'après-midi, lundi, le 19 septembre 1949 pour l'achat de \$40,000.00 d'obligations de la corporation municipale de Ste-Thérèse de Lisieux, comté de Québec, datées du 2 juillet 1949 et remboursables par séries du 2 juillet 1950 au 2 juillet 1969 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi annuellement les 2 juillet et le 2 janvier de chaque année.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until 8 o'clock in the afternoon, Monday, September 19th, 1949, for the purchase of an issue of \$40,000.00 of bond of the municipal corporation of Ste-Thérèse de Lisieux, dated July the second day 1949 and redeemable serially from 2 of July 1950, to the 2 of July 1969 inclusively, with interest at the rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually on the second day of July, and the second day of January of each year.

Tableau d'amortissement—\$40,000—20 ans

Année	Capital
2 juillet 1950.	\$1,500.00
2 juillet 1951.	1,500.00
2 juillet 1952.	1,500.00
2 juillet 1953.	1,500.00
2 juillet 1954.	1,500.00
2 juillet 1955.	1,500.00
2 juillet 1956.	2,000.00
2 juillet 1957.	2,000.00
2 juillet 1958.	2,000.00
2 juillet 1959.	2,000.00
2 juillet 1960.	2,000.00
2 juillet 1961.	2,000.00
2 juillet 1962.	2,000.00
2 juillet 1963.	2,000.00
2 juillet 1964.	2,500.00
2 juillet 1965.	2,500.00
2 juillet 1966.	2,500.00
2 juillet 1967.	2,500.00
2 juillet 1968.	2,500.00
2 juillet 1969.	2,500.00

Table of redemption—\$40,000.00—20 years

Year	Capital
July 2, 1950.	\$1,500.00
July 2, 1951.	1,500.00
July 2, 1952.	1,500.00
July 2, 1953.	1,500.00
July 2, 1954.	1,500.00
July 2, 1955.	1,500.00
July 2, 1956.	2,000.00
July 2, 1957.	2,000.00
July 2, 1958.	2,000.00
July 2, 1959.	2,000.00
July 2, 1960.	2,000.00
July 2, 1961.	2,000.00
July 2, 1962.	2,000.00
July 2, 1963.	2,000.00
July 2, 1964.	2,500.00
July 2, 1965.	2,500.00
July 2, 1966.	2,500.00
July 2, 1967.	2,500.00
July 2, 1968.	2,500.00
July 2, 1969.	2,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Beauport.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi le 19 septembre 1949, à 8 heures de l'après-midi, à la salle municipale de Ste-Thérèse de Lisieux, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Ste-Thérèse de Lisieux, comté de Québec, ce 29e jour d'Août 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
25650-o J. CONRAD MOTTARD.

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec or at Beauport.

The said bonds are under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest of the bonds at the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at the meeting of the council to be held on Monday, September 19th, 1949, at 8 o'clock in the afternoon, at the municipal hall of Ste-Thérèse de Lisieux, county of Quebec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Thérèse de Lisieux, county of Quebec, this 29th day of August 1949.

J. CONRAD MOTTARD,
25650-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE D'HUBERDEAU
(Comté d'Argenteuil)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m., vendredi, le 23 septembre 1949, pour l'achat de \$120,000 d'obligations de la commission scolaire d'Huberdeau,

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF HUBERDEAU
(County of Argenteuil)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight o'clock in the evening, Friday, the 23rd of September, 1949, for the purchase of \$120,000 of bonds of the School Commission of Huberdeau, county of

comté d'Argenteuil, datées du 1er juillet 1949 et remboursables par séries du 1er juillet 1950 au 1er juillet 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut-être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$120,000—15 ans

Année	Capital
1er juillet 1950.	x\$13,500.00
1er juillet 1951.	x 12,000.00
1er juillet 1952.	x 12,500.00
1er juillet 1953.	x 13,000.00
1er juillet 1954.	x 13,000.00
1er juillet 1955.	x 13,500.00
1er juillet 1956.	1,000.00
1er juillet 1957.	1,000.00
1er juillet 1958.	1,000.00
1er juillet 1959.	1,500.00
1er juillet 1960.	1,500.00
1er juillet 1961.	1,500.00
1er juillet 1962.	1,500.00
1er juillet 1963.	1,500.00
1er juillet 1964.	32,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$80,000 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en un versement de \$15,000 et cinq versements de \$13,000 chacun seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Huberdeau.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires qui sera tenue à 8 heures p.m., le vendredi 23 septembre 1949, à la place ordinaire des séances.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à Huberdeau, comté d'Argenteuil, ce 25 août 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
E. SARRASIN.

25648-o

Argenteuil, dated the 1st of July, 1949, and redeemable serially from the 1st of July, 1950 to the 1st of July, 1964, inclusive, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, the 1st of January and 1st of July of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The Table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$120,000—15 years

Year	Capital
1st July 1950	x\$13,500.00
1st July 1951	x 12,000.00
1st July 1952	x 12,500.00
1st July 1953	x 13,000.00
1st July 1954	x 13,000.00
1st July 1955	x 13,500.00
1st July 1956	1,000.00
1st July 1957	1,000.00
1st July 1958	1,000.00
1st July 1959	1,500.00
1st July 1960	1,500.00
1st July 1961	1,500.00
1st July 1962	1,500.00
1st July 1963	1,500.00
1st July 1964	32,000.00

The letter "x" indicates the years during which payments of a grant to the total amount of \$80,000 from the Provincial Secretary and payable in one instalment of \$15,000 and five instalments of \$13,000 each, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Huberdeau.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the commissioners, to be held at eight o'clock in the evening, Friday the 23rd of September, 1949, at the usual meeting place.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Dated at Huberdeau, County of Argenteuil, this 25th of August 1949.

E. SARRASIN,
Secretary-Treasurer.

25648

Vente — Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de "La Compagnie Service d'Aviation, Charlevoix Saguenay Limitée", Grandes Bergeronnes, Comté de Saguenay, Qué., débitrice.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-ET-UN SEPTEMBRE 1949, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée sera vendu par encan public, à la porte de l'é-

Sale — Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of the company "Service d'Aviation Charlevoix Saguenay Limitée", Grandes Bergeronnes, county of Saguenay, Que., debtor,

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the TWENTY-FIRST of SEPTEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), there will be sold, by public

glise paroissiale de Grandes Bergeronnes, Comté de Saguenay, P.Q. les immeubles de cette faillite comme suit:

ITEM A.— Un certain immeuble ou terre étant et composant les lots de terre numéros Quarante-six et quarante-cinq B (46 et 45B) sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Bergeronnes, en le rang un, et borné comme suit: en front au nord-ouest, au chemin public pour partie et aux emplacements ci-après distraits pour autre partie; à la profondeur, au sud-est, au fleuve St-Laurent; tenant d'un côté, au nord-est, à la terre d'Alexandre Gagnon; tenant d'autre côté, au sud-ouest, à l'immeuble en deuxième lieu et ci-après décrit; à distraire toutefois les emplacements de messieurs Henri Simard, Alfred Larouche, Alfred Bouchard, Laurent Brisson, Raymond Lessard, Odina Lessard, Lauréat Larouche, des écoles, Victor Desbiens, Adrien Guay, Léopold Lessard, Joseph Bouchard, Marc Tremblay, Méric Ratté, Napoléon Bouchard, ou autres, le tout suivant justes titres enregistrés; à distraire une certaine réserve en faveur de L. Brisson et en arrière de l'emplacement de ce dernier, de l'autre côté des granges d'Alfred Bouchard; à distraire également tout le terrain vendu par ladite Compagnie à l'abbé Jos. Thibeault, et compris à l'arrière de tous les emplacements ci-dessus distraits.

ITEM B.— Toute cette grande étendue de terrain situé à l'est de la route nouvelle partant du terrain vendu par la Compagnie Service d'Aviation Charlevoix Saguenay Ltée à M. l'abbé Joseph Thibeault à aller jusqu'au quai de la Pointe-à-John; ledit terrain borné comme suit, savoir: au nord-ouest au terrain de M. l'abbé Jos Thibeault; au sud-est, au fleuve St-Laurent; au nord-est, à l'immeuble ci-dessus et en premier lieu décrit; à l'ouest, à la route nouvelle et actuelle allant au quai de la Pointe-à-John; ledit terrain étant et composant les plus grandes étendues ou parties des lots de terre numéro Quarante-sept A, Quarante-huit A, et A-1 et A-2, du rang Un sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Bergeronnes.

ITEM C.— Un certain terrain pouvant avoir en superficie trois arpents carrés, plus ou moins, sans garantie de mesure, situé à proximité du terrain d'aviation de la Compagnie Service d'Aviation Charlevoix Saguenay Ltée, du côté ouest du chemin conduisant au quai de la Pointe-à-John sur lequel terrain s'élèvent actuellement les garages de ladite Compagnie; lequel terrain comprend tout cet espace compris entre ledit chemin qui le borne à l'est par le demi cercle de crans qui en fait tout le contour sur l'arrière et les côtés, c'est-à-dire au nord, à l'ouest et au sud; de sorte que ce terrain prend la forme d'une demie circonférence dont le chemin serait la ligne droite et dont le contour de crans serait la ligne du demi cercle; en outre la ligne de division pour ce qui forme la circonférence devra passer sur la cime des crans et non au pied; ledit terrain fait partie du lot de terre numéro A-2 (Ptie A-2) rang Un, sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Bergeronnes.

Ces item sont vendus avec bâtisses dessus construites s'il y a lieu, circonstances et dépendances, et sujet à certains droits de coupe de bois et de passage.

auktion, at the parochial church door of Grandes Bergeronnes, county of Saguenay, P.Q., the immovables of this estate to wit:

ITEM A.— A certain immovable or farm being and composed of the lots of land numbers forty-six and forty-five-B (46-45B) on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Bergeronnes, in range one, and bounded as follows, to wit: in front, on the north-west, partly by the public road and partly by the emplacements hereinafter deducted; in depth to the southeast, by the St. Lawrence river; on one side, to the northeast, by the land of Alexandre Gagnon, on the other side, to the south-west, by the immovable hereinafter secondly described; to be deducted, however, the emplacements of Messrs. Henri Simard, Alfred Larouche, Alfred Bouchard, Laurent Brisson, Raymond Lessard Odina Lessard Lauréat Larouche, the schools, Victor Desbiens, Adrien Guay, Léopold Lessard, Joseph Bouchard, Marc Tremblay, Méric Ratté, Napoléon Bouchard, or others, the whole according to valid registered title deeds; to be deducted a certain reserve in favour of L. Brisson and in rear of the emplacement of the latter, on the other side of the barns of Alfred Bouchard; to be deducted also, all the land sold by the said Company to the Rev. abbé Jos. Thibeault, and situate in rear of all the emplacements hereinabove deducted.

ITEM B.— All that large tract of land situate east of the new highway starting from the land sold by the company "Service d'Aviation C.S. Ltée" to the Rev. abbé Joseph Thibeault and extending as far as the wharf at John's Point; the said tract of land being bounded as follows, to wit: on the northwest, by the land of the Rev. abbé Jos. Thibeault; on the southeast, by the St. Lawrence river; on the northeast, by the immovable hereinabove firstly described; on the west, by the new and present highway running to the wharf at John's Point; the said land being and comprising the largest tracts or parts of the lots of land numbers forty-seven-A, forty-eight-A, and A-1 and A-2, of range One on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Bergeronnes.

ITEM C.— A certain lot of land having a superficial area of about three square arpents, more or less, without warranty of exact measurement, situate near the flying-field of the company "Service d'Aviation Charlevoix Saguenay Ltée", on the west side of the road leading to the "Pointe-à-John" on which said lot of land the garages of the said company are presently erected; the said lot of land comprises all that space between the said road which bounds it on the east and the semi-circle of the cliffs which form the whole outline of the rear and sides, that is to say on the north, the west and south; so that the said lot of land takes the shape of a semi-circle whereof the road will be the straight line and whereof the outline of the cliffs will be the semi-circle line; moreover the division line for that which forms the circumference shall pass on the crest of the cliffs and not at the foot; the said lot of land forms a part of the lot of land number A-2 (Pt. A-2) range One, on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Bergeronnes.

The said items will be sold with the buildings thereon erected if any, circumstances and dependencies, and subject to certain timber cutting rights and rights of way.

Les item A, B et C seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des soussignés.

La vente de ces item est faite conformément aux articles sept-cent-seize et sept-cent dix-sept du Code de Procédure Civil, et aussi à l'article Quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au Shérif.

Conditions de paiement : **COMPTANT.**
 Québec, Qué. le 10 août 1949.

Les Syndics,

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.
 25543-33-2-o

Items A-B-and C will be offered for sale to the highest and last bidder.

Titles and certificates may be seen at any time at the offices of the undersigned.

The sale of the said items is made pursuant to Articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the Code of Civil Procedure, and also to section forty-five of the Bankruptcy Act, the said sale having the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment : **CASH.**
 Quebec, Que., August 10, 1949.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
 Trustees.
 25543-33-2

Vente pour taxes

Province de Québec, Comté de Chambly

VILLE DE GREENFIELD PARK

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 22 août 1949, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Ville de Greenfield Park, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'hôtel de ville de Greenfield Park, 90 Churchill Boulevard, Greenfield Park, JEUDI le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1949, à DIX heures du matin, heure normale de l'Est.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles avant été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait, mais suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, la vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera finale et le droit, de retrait ne pourra pas être exercé, tous lesdits immeubles étant des terrains vacants et des lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

PREMIÈRE PARTIE

Immeubles Sujets au Droit de Retrait

Sale for Taxes

Province of Quebec, County of Chambly

TOWN OF GREENFIELD PARK

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an order of August 22 1949 has directed the undersigned in conformity with the provisions of Article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941) Chapter 207) to sell the immovables hereinafter described to satisfy the payment of the arrears of taxes due to the Town of Greenfield Park with interest and costs, and consequently said immovables will be sold by Public Auction in the Council Chamber of the Town Hall of the Town of Greenfield Park, 90 Churchill Boulevard, Greenfield Park, on THURSDAY the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER 1949 at TEN o'clock of the forenoon, Eastern Standard Time.

However, shall be excluded from the sale those immovables on which the taxes that became exigible shall have been paid before the actual sale.

The sale of the immovables, described in the first section of the present notice will be subject to the right of redemption but according to the provisions of Article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the sale of the immovables described in the second section shall be final and the right of redemption cannot be exercised, all said immovables being vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

PART ONE

Immovables subject to the Right of Redemption

Noms des propriétaires Names of Owners	Numéros du cadastre et des subdivisions Cadastral and subdivision numbers
Boudreault, Pierre	240-20
Boudreault, Pierre	240-21
Succ.-Est. McMillan, Donald	226p.

Un terrain contenant 21 pieds de largeur par 2500 pieds de profondeur, mesure anglaise, étant partie du lot No 226, et borné ainsi qu'il suit: en front, au sud-ouest, par le chemin de Lapinière ou Devonshire, en arrière, au nord-est, par une autre partie du même lot N° 226 appartenant à la Succession Donald McMillan du côté sud-est par d'autres parties du dit lot N° 226 appartenant à la ville de Greenfield Park et Lorne W. Anderson et autres ou représentants, et du côté nord-ouest par une lisière de terre étant la partie nord-ouest

A piece of land being a part of lot No. 226 measuring 21 feet wide by 2,500 feet deep, English measure, and bounded as follows: in front, to the South-West by Lapinière Road, in rear, to the North-East, by another part of same lot No. 226 belonging to the Estate of Donald McMillan, on the South-East side by other parts of said lot No. 226 owned by the Town of Greenfield Park and Lorne W. Anderson and others and representatives, and on the North-West side by a strip of land being the North-West part of same lot

partie nord-ouest du lot N° officiel 92 de la subdivision du lot N° originaire 239, et borné en front par l'Avenue Fairfield, en arrière par partie de la terre N° officiel originaire 238, du côté nord-ouest par le lot N° officiel 239-93, et de l'autre côté par une autre partie du dit lot N° officiel 239-92.

part of lot official Number 92 of the subdivision of lot original Number 239, and bounded in front by Fairfield Avenue, in rear by part of land official No. 238, on the North-West side by lot official No. 239-93, and on the South-East by another part of said lot official No. 239-92.

Noms des propriétaires Names of Owners	Numéros du cadastre et des subdivisions Cadastral and subdivision numbers
---	--

Succ.-Est. McMillan, Donald | 226p.

Un terrain contenant cent pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, étant le coin ou la partie sud du lot N° 236, et borné ainsi qu'il suit: en front, au sud-ouest, par le chemin Lapinière ou Devonshire, en profondeur, au nord-est, par une autre partie du dit lot N° 226 appartenant à la ville de Greenfield Park, du côté sud-est par le lot N° 225 et du côté nord-ouest par une autre partie du dit lot N° 226 appartenant à la ville de Greenfield Park.

A piece of land being the South corner or part of lot Number 226, measuring one hundred feet wide by 100 feet deep, English measure, and bounded as follows: in front, to the South-West, by Lapinière or Devonshire Road, in depth, to the North-East, by another part of said lot No. 226 belonging to the Town of Greenfield Park, on the South-East side by lot No. 225 and on the North-West side by another part of said lot No. 226 belonging to the Town of Greenfield Park.

Fraser, Wm. | 229-5-3
Fridman, S. M. | 239 p. 48-1

Un terrain contenant 106 pieds 6 pouces de largeur par 69 pieds de profondeur, étant la partie sud-ouest du lot Numéro Un de la subdivision officielle du lot Numéro Quarante-huit de la subdivision du lot Numéro originaire Deux cent trente-neuf, et borné ainsi qu'il suit: en front, au sud-ouest, par l'Avenue Springfield, en arrière, au nord-est, par une autre partie du dit lot N° 239-48-1, appartenant à Dame Wm. Buchanan ou représentants, du côté nord-ouest, par partie du lot N° 239-49-4, et du côté sud-est par partie du lot N° 239-48-2: avec toutes servitudes y attachées.

A piece of land measuring 106 feet 6 inches wide by 69 feet deep, being the South West part of lot Number One of the resubdivision of lot Number Forty-Eight of the subdivision of lot original Number Two Hundred and Thirty-Nine and bounded as follows: in front, to the South-West, by Springfield Avenue, in depth, to the North-East, by another part of said lot No. 239-48-1 belonging to Mrs. W. Buchanan or representatives, on the North-West side by part of lot No. 239-49-4, and on the South-East side by part of lot No. 239-48-2: with all servitudes thereto attached.

Grant, Henry Francis Albert | 232-1 p. 9

Un terrain contenant 56 pieds de largeur par 255 pieds de profondeur, connue comme étant la partie nord-est du lot Numéro Neuf de la redivision du lot Numéro Un de la subdivision du lot N° originaire Deux cent trente-deux, et borné ainsi qu'il suit, en front, au nord-est, par la rue connue sous le N° 232-1-13, d'un côté par le lot N° 232-1-8, de l'autre côté par le lot N° 232-1-10 et en arrière au sud-ouest, par une lisière de terre formant partie du même lot N° 232-1-9 qui a été laissée et sera utilisée à perpétuité comme une rue transversale.

A piece of land measuring 56 feet wide by 255 feet deep, and being the North-East part of lot Number 9 of the resubdivision of lot Number One of the subdivision of lot original Number Two Hundred and Thirty-Two and bounded as follows: in front, to the North-East, by Street Number 232-1-13, on one side by lot No. 232-1-8, and on the other side by lot No. 232-1-10, and in rear, to the South-West by a strip of land of 66 feet wide which has been left and is to be used forever as a cross Street; which said strip of land is a part of same lot No. 232-1-9.

Kinna, James | 244 p. 71

Un terrain contenant 50 pieds en largeur par 208 pieds de profondeur, étant la partie Nord-est du lot N° 71 de la subdivision du lot N° originaire 244, et borné en front au Nord-ouest, par l'Avenue King Edward, en arrière, au sud-est, par la rue N° 244-68, du côté nord-est par le lot N° 244-72, et du côté sud-ouest par l'autre partie du dit lot N° 244-71.

A piece of land measuring 50 feet wide by 208 feet deep, known as being the North-East part of lot No. 71 of the subdivision of lot original No. 244, and bounded as follows: in front, to the North-West, by King Edward Avenue, in rear, to the South-East by Street No. 244-68, on the North-East side by lot No. 244-72, and on the South-West side by the other part of said lot No. 244-71.

Robinson, P. M. | 241 p. 4

Un terrain vague contenant 50 pieds de largeur par 176 pieds et 6 pouces de profondeur mesure anglaise, étant partie du lot N° officiel 4 de la subdivision du lot N° originaire 241, et borné en front, au nord-est, par l'Avenue Murray, en profondeur et des deux côtés par d'autres parties du dit lot N° officiel 241-4. La ligne de division nord-ouest du terrain présentement décrit étant parallèle à et à une distance de 50 pieds, dans la direction nord-ouest de la ligne de division sud-est du lot N° officiel 241-3.

A vacant piece of land measuring 50 feet wide by 176 feet 6 inches deep, English measure being a part of lot official No. 4, of the subdivision of lot original Number 241, and bounded in front, to the North-East by Murray Avenue, in depth and on both sides by other parts of said lot official No. 241-4. The North-West division line of the piece of land hereby described being parallel to and at a 50 feet distance in the North-West direction from the South-East division line of lot official No. 241-3.

Russell, R. L. William | 238-866
Russell, R. L. William | 238-867
Russell, R. L. William | 238-868
Russell, R. L. William | 238-869
Russell, R. L. William | 238-870
St. Hubert Development Corporation | 239 p. 71 et-and 72

Un terrain contenant en totalité 90 pieds de largeur par 174 pieds de profondeur, ayant front sur l'Avenue Fairfield, et composé de la partie sud-est (contenant 58 pieds de largeur par la profondeur susmentionnée) du lot N° 71 de la subdivision du lot N° originaire 239, et de la partie nord-ouest (contenant 32 pieds de largeur par la profondeur sus-mentionnée) du lot N° 72 de la subdivision du dit lot N° originaire 239.

A piece of land measuring altogether 90 feet wide by 174 feet deep, fronting on Fairfield Avenue, and composed of the South-Easterly part (measuring 58 feet wide by said mentioned depth) of lot No. 71 of the subdivision of lot original No. 239, and of the North-West part (measuring 32 feet wide by said mentioned depth) of lot No. 72 of the subdivision of said lot original No. 239.

Smith, John Robert. | 239 p. 33

Les deux tiers indivis d'un terrain vague contenant 48 pieds de largeur par 130 pieds de profondeur, mesure anglaise, étant partie du lot N° officiel 33 de la sub-

Two undivided thirds of a vacant piece of land measuring 48 feet wide by 130 feet deep, English measure, being a part of lot official No. 33 of the sub-

division du lot N° originaire 239; et borné en front par l'Avenue Maple, en arrière et du côté nord-est par d'autres parties du dit lot N° officiel 239-33, et du côté sud-ouest par l'Avenue Springfield.

division of lot original No. 239; and bounded in front by Maple Avenue, in rear and on the North-East side by other parts of said lot No. 239-33 and on the South-West side by Springfield Avenue.

Noms des propriétaires Names of Owners	Numéros du cadastre et des subdivisions Cadastral and subdivision numbers
Hajda, Alexander	244-3-12
Mitchell, Charles	244-108
Grothé, Camille	239-37-1
Christiansens, Albert	239-66-8
Christiansens, Albert	239-66-9
Christiansens, Albert	239-66-10
Christiansens, Albert	239-66-11
Christiansens, Albert	239-66-12
Christiansens, Albert	239-67-1
Christiansens, Albert	239-67-2
Christiansens, Albert	239-67-3
Christiansens, Albert	239-67-4
Christiansens, Albert	239-67-5
Christiansens, Albert	239-67-6
Christiansens, Albert	239-67-7
Christiansens, Albert	239-67-8
Christiansens, Albert	239-67-9

Je certifie que la liste susdite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le vingt-deuxième jour de septembre 1948 pour défaut de paiement de la répartition des immeubles, des taxes générales et spéciales imposées sur lesdits immeubles et dues à la ville de Greenfield Park.

Les immeubles susmentionnés sont tous aux plan et livre de renvoi, de la paroisse de St-Antoine de Longueuil et situés dans la ville de Greenfield Park.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.

Donné en la ville de Greenfield Park ce vingt-deuxième jour d'août 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
E.-A. NIGHTINGALE.

25630-34-2-o

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the twenty-second day of September 1949, for failure to pay real-estate assessments, general and special taxes imposed on the said immovables and owing to the Town of Greenfield Park.

The above immovables are all on the Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the Town of Greenfield Park.

Terms: Cash of accepted cheque.

Given at the Town of Greenfield Park, this Twenty-second day of August 1949.

E. A. NIGHTINGALE,
Secretary-Treasurer.

25630-34-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
Cour supérieure

District de Rouyn-Noranda. { PAUL WETTRING, épicier
N° 1099 { de Duparquet P. Q. dis-
trict d'Abitibi, contre FÉLIX
PAPICH, journalier, 3854, rue St-Dominique,
Montréal P. Qué.

Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la ville de Duparquet comme étant le N° 2-97, avec bâtisses appartenances et dépendances, 16 La Sarre Rd Duparquet, Québec.

Pour être vendu à la porte de l'église de Duparquet le 24 SEPTEMBRE 1949 à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée)

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, 5 août 1949. 25498-32-2-o
[Première insertion: 13 août 1949]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
Superior Court

District of Rouyn-Noranda. { PAUL WETTRING, grocer
No. 1099 { of Duparquet, P. Q., dis-
trict of Abitibi; against FE-
LIX PAPICH, laborer, 3854 St-Dominique street
Montreal, P. Que.

The lot known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Town of Duparquet as lot No. 2-97 — with buildings, appurtenances and dependencies, 16 La Sarre Rd, Duparquet, Que.

To be sold, at the church door of Duparquet, on the TWENTY-FOURTH of SEPTEMBER, 1949, at THREE o'clock in the afternoon (Day-light Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, August 5, 1949. 25498-32-2-o
[First insertion: August 13, 1949]

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Bedford, N° 6157
JACQUES CARTIER & AL., demandeurs, vs GEORGE E. BULLARD & AL., défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs.

“Un morceau de terre se trouvant et situé dans le canton de Sutton connu et désigné comme étant composé du;

1. Le lot numéro cinq cent quatre-vingt (580) du cadastre officiel du canton de Sutton, contenant deux cents acres de terre en superficie plus ou moins.

2. Le lot numéro huit cent soixante-trois (863) du cadastre officiel du canton de Sutton, contenant deux cent six acres de terre en superficie plus ou moins.

3. Partie des lots numéros huit cent soixante-cinq et huit cent soixante-six (pts Nos. 865 et 866) du cadastre officiel du canton de Sutton contenant deux cent soixante-deux acres de terre en superficie suivant le mesurage de ces dites parties de lots fait par N. H. Green, arpenteur provincial et plus particulièrement décrit en un acte de vente par M. Jonathan L. Kent à M. Edward C. Perkins, passé devant Me P. A. L'Ecuyer, notaire, le trois juin mil huit cent quatre-vingt-dix-huit et enregistré au Bureau d'Enregistrement du comté de Brome sous le N° 28897.”

● Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Cajetan de Potton, à Mansonville, dit district, le SIX OCTOBRE 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
A. ST. MARTIN.

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, Qué., ce 30 août 1949.
[Première insertion: 3 septembre 1949]
25668-35-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, N° 13,519, contractuellement séparée de biens de Sieur Joseph Bilodeau, de Jonquière, dûment autorisée aux fins des présentes, vs JOSEPH LAFRANCE, ci-devant d'Arvida, maintenant de Kénogami;

Contre le défendeur:

Une propriété sise et située en la ville de Kénogami, le long de la nouvelle route conduisant à la rivière Saguenay, en continuation de la rue Ste-Famille, de la contenance de trente (30') pieds de front sur ladite route; soit la juste moitié nord de cet emplacement acquis par M. Raoul Pouin de M. Edgar Fortin, en date du 27 avril 1943, suivant acte passé devant Me Rolland Coulombe, notaire à Kénogami, et cent pieds (100') de profondeur de l'Est à l'Ouest; borné au Nord et à l'Est par le terrain de Edgard Fortin ou représentants, au Sud par le résidu appartenant audit Raoul Pouin, et à l'Ouest par la route susdite appartenant à Aluminum Co. of Canada Ltd; le tout faisant partie du lot numéro vingt-sept (Ptie N° 27) dans le rang un (Reg 1) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton Jonquière, avec toutes les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances et tous droits inhérents à la dite propriété, notamment

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, No. 6157
JACQUES CARTIER & AL., plaintiffs; vs GEORGE E. BULLARD & AL., defendants.

As belonging to the defendants:

A parcel of land lying and situate in the township of Sutton, known and designated as being composed of:

1. Lotnumber five hundred and eighty (580) of the official cadastre for the Township of Sutton, containing two hundred acres of land in superficial area more or less.

2. Lot number eight hundred and sixty-three (863) of the official cadastre for the township of Sutton, containing two hundred and six acres of land in superficial area more or less.

3. Part of lots numbers eight hundred and sixty-five and eight hundred and sixty-six (Pts. Nos. 865 and 866) of the official cadastre for the township of Sutton, containing two hundred and sixty-two acres of land in superficial area according to the measurements of the said parts of lots made by N. H. Green, Provincial Surveyor and more amply described in a deed of sale by Mr. Jonathan L. Kent to Mr. Edward C. Perkins, passed before Me P. A. L'Ecuyer, notary, on the third day of June, one thousand eight hundred and ninety-eight and registered in the Registry Office for the county of Brome under No. 28897.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Cajetan de Potton, at Mansonville, said district, on the SIXTH day of OCTOBER, 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

A. ST. MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., August 30, 1949.
[First insertion: September 3, 1949]
25668-35-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris
Superior Court

District of Chicoutimi, No. 13,519, separate as to property by marriage contract of Sieur Joseph Bilodeau, of Jonquière, duly authorized for the purposes hereof; vs JOSEPH LAFRANCE, heretofore of Arvida, now of Kénogami;

Against the defendant:

A property lying and situate in the town of Kénogami, along the new road leading to the Saguenay river, being the continuation of Ste-Famille street, measuring thirty feet (30') in front on the said road; namely the exact north half of that emplacement acquired by Mr. Raoul Pouin from Mr. Edgard Fortin, under date the 27th of April, 1943, according to deed passed before Me Rolland Coulombe, notary, at Kénogami, and one hundred feet (100') in depth from east to west; bounded on the north and east by the land belonging to Edgard Fortin or representatives, on the south by the residue belonging to the said Roul Pouin, and on the west by the aforesaid road belonging to the Aluminum Co. of Canada Ltd; the whole forming part of lot number twenty-seven (Pt. No. 27) in range one (rg. 1) on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Jonquière — with all the buildings thereon erected, appur-

un certain droit de chemin mitoyen de dix pieds (10') de largeur dont la moitié devra être fournie par chacun des deux emplacements voisins en bordure duquel il n'existe aucune obligation ni restriction quelconque ni d'un côté ni de l'autre; telle levée de restriction de vue ou autres ne devant durer qu'aussi longtemps que durera ledit chemin mitoyen, lequel sera entretenu, à frais communs et pour fins de passage seulement.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Famille, à Kénogami, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE 1949, à DEUX heures de l'après midi, (Heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 27 juillet 1949. 25499-32-2-0
[Première insertion: 13 août 1949]

HULL

Cour Supérieure, District de Hull

N° III { J. WILFRID STE-MARIE, avocat et
Conseiller du Roi, de la Cité de
Hull, dit district, demandeur, vs VIC-
TORIA PAYNE, épouse séparée de biens de
Roy Lusk, ci-devant du canton d'Eardley et
actuellement de Fort Coulonge et ledit Roy Lusk
pour autoriser son épouse aux fins des présentes,
défenderesse.

Le lot numéro cinq (5) du cinquième rang du canton d'Eardley, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Dominique de Luskville, le SIX OCTOBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, I. ST-PIERRE.
Hull, 26 août 1949. 25652-35-2-0
[Première insertion: 3 septembre, 1949]

KAMOURASKA

Fi. Fa. de Benis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Kamouraska, { DAME FLORIDA
N° 16 843 { PAQUET, épouse
N° 16 918 { de feu Alphonse Hou-
de la cité de Rivière-
du-Loup, demande-
resse, vs PHILIPPE GRONDIN, de St-Émile
d'Auclair, défendeur.

Une terre contenant environ cent acres en superficie, connue sous le numéro 60 rang XIV (14), canton Auclair, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Une terre contenant environ 80 acres en superficie connue sous le numéro 60, rang XIII (13), canton Auclair, avec les bâtisses dessus construites s'il en est, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Émile d'Auclair, Témis., MARDI le QUATRE d'OCTOBRE 1949 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, HENRI MICHAUD.
Rivière-du-Loup, le 30 août 1949. 25663-35-2-0
[Première insertion: 3 septembre 1949]

tenances and dependencies and all inherent right to said property, in particular a certain right to a mitoyen road of ten feet (10') in width, half of which is to be furnished by the two neighbouring emplacements bordering same on which there exists no obligation nor restriction whatsoever neither for one side nor for the other; such freedom restriction as to view or otherwise shall last only as long as the said mitoyen road exists, the said road to be maintained at common costs and for purposes of passage only.

To be sold, at the parochial church door of Ste-Famille, at Kénogami, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1949, at TWO o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, July 27, 1949. 25499-32-2
[First insertion: August 13, 1949]

HULL

Superior Court, District of Hull

No. III { J. WILFRID STE-MARIE, advocate
and King's Counsel, of the city of
Hull, said district, plaintiff; vs VIC-
TORIA PAYNE, wife separate as to property of
Roy Lusk heretofore of the township Eardley
and actually of Fort Coulonge, and the said
Roy Lusk to authorize his wife for the purposes
hereof, defendant.

Lot number five (5) of the fifth range of the township Eardley—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Dominique de Luskville, on the SIXTH of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

I. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, August 26, 1949. 25652-35-2
[First insertion: September 3, 1949]

KAMOURASKA

Fi. Fa. de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province of Québec, District of Kamouraska, { DAME FLORIDA
No. 16 843 { PAQUET, wife
No. 16 918 { of the late Alphonse
Houde, of the city of
Rivière-du-Loup,
plaintiff; vs PHILIPPE GRONDIN, of St-Émile
d'Auclair, defendant.

A farm containing about one hundred acres in superficial area, known as number 60 of range XIV (14), township of Auclair—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

A farm containing about 80 acres in superficial area, known as number 60, range XIII (13), township of Auclair—with the buildings thereon erected if any, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of St-Émile d'Auclair, Témis., on TUESDAY the FOURTH day of OCTOBER, 1949, at THREE o'clock in the afternoon.

HENRI MICHAUD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, August 30, 1949. 25663-35-2
[First insertion: September 3, 1949]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 10800
 { **A DOLPHE FORTIN**,
 cordonnier, de Ste-Félicité (Matane) deman-
 deur, vs **HECTOR BÉ-**
LAND, Ruisseau Gagnon, (Matane), défendeur.

Le lot 26, rang 7 du canton Tessier au cadastre officiel de St-Jérôme de Matane, avec bâtisses ci-dessus construites circonstances et dépendances, les impenses, améliorations, défrichement et tous les droits de préemption sur le dit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-René Goupil de Matane, le 4 OCTOBRE 1949 à 2 heures de l'après-midi, heure avancée de l'est.

Le Shérif,
 Bureau du Shérif, **CHARLES GARON**,
 Rimouski, 27 août 1949. 25654-35-2-o
 [Première insertion: 3 septembre 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 8854
 { **SAM LAFONTAINE**,
 entrepreneur, Mata-
 ne, demandeur, vs **ED-**
GAR OUELLET, St-
 Adelphe, Matane, défendeur.

Le lot 7 du rang 8, canton St-Denis, au cadastre officiel de St-Adelphe, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances, les impenses, améliorations, défrichements, et tous les droits de préemption sur le dit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Adelphe de Matane le 4 OCTOBRE 1949, à 10 heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est.

Le Shérif,
 Bureau du Shérif, **CHARLES GARON**,
 Rimouski, 27 août 1949. 25655-35-2-o
 [Première insertion: 3 septembre 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 10246
 { **ELZÉAR COTÉ**, com-
 merçant de Rimouski,
 demandeur, vs **LOUIS**
LEVESQUE et **LÉON-**
ARD LEVESQUE, défendeurs.

1. La juste moitié sud-ouest du numéro onze dans le rang A au cadastre officiel du canton Macpès de la paroisse de Ste-Blandine, bornée à l'est à Ferdinand Levesque et à l'ouest à Michel Lavoie, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

2. La moitié est du lot numéro onze (1/2 est 11) du rang A au cadastre officiel du canton Macpès en la paroisse de Ste-Blandine, contenant environ quatre-vingt-neuf acres en superficie, borné à l'ouest à Louis Levesque et à l'est à Hubert Gagnon, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Le lot N° 318 dans le rang St-Léon de Beauséjour au cadastre officiel de Beauséjour, étant une terre d'environ 28 acres de profondeur sur 4 arpents de largeur, borné au nord par le rang Beauséjour, à l'est à Louis Lavoie, au sud au rang A Macpès, à l'ouest à Eustache Soucy, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 10800
 { **A DOLPHE FORTIN**,
 shoemaker, of Ste-Félicité (Matane), plain-
 tiff; vs **HECTOR BÉ-**
LAND, "Ruisseau Gagnon", (Matane), defend-
 ant.

Lot No. 26, range 7, of the township Tessier, on the official cadastre for St-Jérôme de Matane, — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, expenses, improvements, clearings and all pre-emption rights on the said lot.

To be sold at the church door of St-René Goupil de Matane, on the FOURTH of OCTOBER, 1949, at TWO o'clock in the afternoon, Eastern Daylight Saving Time.

CHARLES GARON,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Rimouski, August 27, 1949. 25654-35-2
 [First insertion: September 3rd, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 8854
 { **SAM LAFONTAINE**,
 contractor, Matane,
 plaintiff, vs **EDGAR**
OUELLET, St-Adelphe,
 Matane, defendant.

Lot 7 of range 8, township St-Denis, on the official cadastre for St-Adelphe — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and the expenses, improvements, clearings and all rights of pre-emption on said lot.

To be sold at the church door of St-Adelphe de Matane, on the FOURTH of OCTOBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Saving Time.

CHARLES GARON,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Rimouski, August 27, 1949. 25655-35-2
 First insertion: September 3, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, N° 10246
 { **ELZÉAR COTÉ** trader
 of Rimouski, plaintiff;
 vs **LOUIS LEVESQUE**
 and **LÉONARD LE-**
VESQUE, defendants.

1. The exact southwest half of number eleven in range A, on the official cadastre for the township of Macpès, of the parish of Ste-Blandine, bounded on the east by Ferdinand Levesque, and on the west by Michel Lavoie, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies,

2. The east half of lot number eleven (East 1/2 11) of range A, on the official cadastre for the township Macpès in the parish of Ste-Blandine; containing about eighty-nine acres in superficial area, bounded in the west by Louis Levesque, and on the east by Hubert Gagnon—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Lot No. 318 in the range St-Léon de Beauséjour, on the official cadastre for Beauséjour, being a farm of about 28 acres in depth by 4 arpents in width, bounded on the north by the Beauséjour range, on the east by Louis Lavoie, on the south by the Macpès range "A", on the west by Eustache Soucy—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à Rimouski, au bureau du shérif, le TROIS OCTOBRE 1949 à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rimouski, 27 août 1949. CHARLES GARON.
25653-35-2-0
[Première insertion: 3 septembre 1949]

To be sold at Rimouski, at the Sheriff's Offices on the THIRD of OCTOBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Saving time.

Sheriff's Office, CHARLES GARON,
Rimouski, August 27, 1949. Sheriff.
25653-35-2
[First insertion: September 3, 1949]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { HONORÉ GUAY, de la
N° 57-399 { paroisse de Saint-Étienne
ne de Lauzon, cultivateur,
contre LES HÉRITIERS DE FEU FERNAND
CLAVET, en son vivant demeurant au N° 124,
rue Dollard, Québec, et GÉRARD DAIGLE,
de Québec, à savoir:

Les subdivisions Nos 246 et 247 (deux cent quarante-six et deux cent quarante-sept) du lot N° 2431 (deux mille quatre cent trente-et-un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, étant un immeuble situé sur l'avenue Giguère, de la ville de Québec-ouest, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de la Recouvrance (Québec-Ouest), le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Québec, 17 août 1949. AIMÉ DION.
25579-33-2-0
[Première insertion: 20 août 1949]
[Seconde insertion: 3 septembre 1949]

SAINT-FRANÇOIS

Fi. Fa. de Terris

Cour Supérieure, District de St-François, Sherbrooke, N° 7397 { L'OFFICE DU
CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC,
corps politique incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur,
vs OLIVA BERGERON, Magog, ALBERT FRÉDETTE, Magog, ROLAND CHARBY, cultivateur de Magog, Dame ADA HILLIKER, épouse judiciairement séparée de biens dudit Roland Charby, lequel tant pour assister que pour autoriser sa dite épouse et comme défendeur, défendeurs.

Contre les défendeurs Albert Frédette, Roland Charby et Dame Ada Hilliker-Charby, conjointement et solidairement:

"Cette certaine terre connue et désignée comme étant le lot numéro Un B (1-B) dans le onzième rang du canton de Magog, ci-devant Hatley, avec toutes les bâtisses dessus, sauf cependant cette partie nord-est dudit lot vendue à Pierre M. Vincelette, le 10 décembre 1928, par acte passé devant le notaire O. Tourigny, et dont copie est enregistrée à Stanstead sous le numéro 28613, Vol. 55, lequel terrain mesure huit cent quarante pieds sur ses lignes est et ouest et trois cent soixante et quinze pieds sur ses lignes nord et sud, le tout plus ou moins.

La propriété présentement vendue étant bornée au nord par le lot deux C du 11ème rang et la partie de Un B vendue au dit P. M. Vincelette, à l'est par la ligne de division entre les cantons de Magog-Hatley et de Hatley, ainsi que par le terrain vendu audit Vincelette, au sud, par la ligne de division entre les cantons

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: { HONORÉ GUAY, of the
No. 57-399 { parish of Saint-Étienne
de Lauzon, farmer; against
THE HEIRS OF THE LATE FERNAND
CLAVET, in his lifetime residing at No. 124
Dollard street, Québec; and GÉRARD DAIGLE,
of Québec, to wit:

Subdivisions Nos. 246 and 247 (two hundred and forty-six and two hundred and forty-seven) of lot No. 2431 (two thousand four hundred and thirty-one) on the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur, being an immovable situate on Giguère avenue, in the Town of Québec-West, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of Notre-Dame de la Recouvrance (Québec-West), on the TWENTY-THIRD day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, AIMÉ DION,
Québec, August 17, 1949. Sheriff.
25579-33-2
[First insertion: August 20, 1949]
[Second insertion: September 3, 1949]

SAINT FRANCIS

F. Fa. de Terris

Superior Court, District of St. Francis, Sherbrooke, N° 7397 { THE QUEBEC
FARM CREDIT
BUREAU, body political incorporated, having its head office at Québec, district of Québec, plaintiff, vs OLIVA BERGERON, Magog, ALBERT FRÉDETTE, Magog, ROLAND CHARBY, farmer of Magog, DAME ADA HILLIKER, wife of Roland Charby, judicially separated as to property from the said R. Charby, the latter to assist and authorise his said wife and also as defendant, defendants.

Against the Defendants Albert Frédette, Roland Charby and Dame Ada Hilliker-Charby, jointly and solidarily.

"That certain farm property known and designated as being lot number One B (1-B) in the eleventh range of the township of Magog, formerly Hatley with all the buildings thereon save however that north-east part of said lot sold to Pierre M. Vincelette, the 10th of December 1928, by deed passed before notary O. Tourigny and of which copy is registered at Stanstead under the number 28613, Vol. 55, which land measures eight hundred and forty-feet on its east and west lines and three hundred and seventy-five feet on its north and south lines, the whole more or less.

The property presently sold being bounded northerly by lot Two C of the eleventh range and the part of One B sold to the said P. M. Vincelette; easterly by the division line between the townships of Magog-Hatley and Hatley, and by the part sold to the said Vincelette, southerly by the division line between the town-

de Magog-Hatley et de Stanstead, et à l'ouest par le lot Un C dudit 11ème rang.

La dite terre étant de la contenance de quarante-deux acres de terre, plus ou moins."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Ephrem de Fitch Bay, le 5 OCTOBRE 1949 à DEUX heures TRENTE p. m. (heure solaire).

Le Shérif,
Bureau du shérif, J. P. C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 30 août 1949.

25664-35-2-o

[Première insertion : 3 septembre 1949]

TERREBONNE

Cour de Magistrat de district à Ste-Agathe des Monts

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 68 } **BANQUE DE MONTREAL**, succursale de Ste-Agathe des Monts, demanderesse, vs **LÉO LAMOUREUX**, journalier de Lac Manitou, Paroisse de St-Faustin, district de Terrebonne, défendeur.

Les lots de terre portant le numéro 11A et 11B du premier rang du Canton Wolfe, dans la paroisse St-Faustin, comté et district de Terrebonne.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise catholique de St-Faustin, le ONZE OCTOBRE 1949 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, 24 août 1949 25656-35-2-o
[Première insertion : 3 septembre 1949]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, N° 10455 } **BANQUE CANADIENNE NATIONALE**, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs **PAUL-EMILE ROY**, de Ste-Thérèse, district de Terrebonne, défendeur.

Un morceau de terre ou emplacement situé dans le rang du Bas de Ste-Thérèse, en la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, connu et désigné, comme étant une partie du lot numéro deux cent sept (207) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant 100 pieds de largeur par 225 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit : en front vers le nord, par le chemin public, du Bas de Ste-Thérèse, en arrière vers le sud, par la rivière aux chiens, d'un côté vers l'est par une autre partie du même lot, numéro 207, appartenant à Joseph Bertrand ou ses représentants, de l'autre côté vers l'ouest par une autre partie du lot numéro 207 appartenant à Dame Yvonne Léonard Lirette, tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives attachés au dit immeuble, avec un restaurant et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise Catholique de Ste-Thérèse de Blainville, le 19ème jour de SEPTEMBRE 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, le 8 août 1949. 25516-32-2-o
[Première insertion : 13 août 1949]

ships of Magog-Hatley and Stanstead, and west-erly by lot number One C in said eleventh range.

The said farm property containing ninety-two acres of land, more or less."

To be sold at the door of the parochial church of St. Ephrem of Fitch Bay, the FIFTH of OCTOBER 1949, at TWO-THIRTY in the afternoon, (Standard time).

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office,
Sherbrooke, this 30th of August 1949.

25664-35-2-o

[First insertion : 3rd of September 1949]

TERREBONNE

District Magistrate's Court at Ste-Agathe des Monts

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 68 } **BANK OF MONTREAL**, Ste Agathe des Monts Branch, plaintiff, vs **LEO LAMOUREUX**, laborer of Lake Manitou, parish of St Faustin, district of Terrebonne, defendant.

The lots of land bearing numbers 11A and 11B of the first range of the Township of Wolfe in the parish of St Faustin County and district of Terrebonne.

To be sold at the catholic church door for the parish of St -Faustin, on OCTOBER ELEVEN 1949 at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office,
St-Jérôme, August 24, 1949. 25656-35-2-o
[First insertion : September 3, 1949]

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 10455 } **BANQUE CANADIENNE NATIONALE**, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, vs **PAUL-EMILE ROY**, of Ste-Thérèse, district of Terrebonne, defendant.

A parcel of land or emplacement, situated in the Bas de Ste Thérèse range, in the parish of Ste Thérèse de Blainville, known and designated as being part of lot number two hundred and seven (207) on the official plan and book of reference of the parish of Ste Thérèse de Blainville, measuring 100 feet wide in front by 225 feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows: in front towards the north by the public road of Bas de Ste Thérèse, at the rear towards the south by la rivière aux chiens, on one side towards the east by a part of same lot 207 belonging to Joseph Bertrand or representatives, and on the other side towards the west by another part of lot 207 belonging to Dame Yvonne Leonard Lirette, as the whole now stands, with all the active and passive servitudes attached to said immovable, with a restaurant and other buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic Church door of Ste Thérèse de Blainville, on SEPTEMBER the 19th 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office,
St-Jérôme, August 8th, 1949. 25516-32-2-o
[First insertion : August 13, 1949]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 35

Index of the Quebec Official Gazette, No. 35

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:		ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:	
Loiselle vs Boucher	2089	Loiselle vs Boucher	2089
ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:		ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:	
Nadon vs Labelle	2089	Nadon vs Labelle	2089
AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2073	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2073
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Chantier Coopératif de l'U.C.C. des Trois-Rivières (Fondation)	2090	Chantier Coopératif de l'U.C.C. des Trois-Rivières (Foundation)	2090
La Chaîne Coopérative du Saguenay (Changement de nom)	2090	La Chaîne Coopérative du Saguenay (Change of name)	2090
Le Syndicat de l'U.C.C. de Dupuy (Formation)	2091	Le Syndicat de l'U.C.C. de Dupuy (Formation)	2091
Maison Familiale St-Joseph (Règlements)	2089	Maison Familiale St-Joseph (By-Laws)	2089
Montreal Hum Luong Yea Tong Society (Directeurs)	2090	Montreal Hum Luong Yea Tong Society (Directors)	2090
Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt, Inc. (Changement de nom)	2089	Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt, Inc. (Change of name)	2089
Syndicat Coopératif Laitier de Causapsal (Fondation)	2090	Syndicat Coopératif Laitier de Causapsal (Foundation)	2090
The Barrie Memorial Hospital (Règlements)	2091	The Barrie Memorial Hospital (By-Laws)	2091
The Sherbrooke Street Association (Règlements)	2091	The Sherbrooke Street Association (By-Laws)	2091
Union Factory Supplies Co. (Directeurs)	2091	Union Factory Supplies Co. (Directors)	2091
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Carla Jane Inc.	2091	Carla Jane Inc.	2091
Jufruit Inc.	2092	Jufruit Inc.	2092
Muretta Apartments Ltd	2092	Muretta Apartments Ltd.	2092
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Couvoir Coopératif de Ste-Louise	2092	Couvoir Coopératif de Ste-Louise	2092
TRAVAIL:		LABOUR:	
Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec (Modification)	2092	Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec (Amendment)	2092
Industrie de la confection pour dames dans la province de Québec (Modification)	2094	Ladies' cloak and suit industry in the Province of Quebec (Amendment)	2094
TRÉSOR:		TREASURY:	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Assurance-Vie Desjardins	2095	Assurance-Vie Desjardins	2095
EXAMEN DU BARREAU:		BAR EXAMINATION:	
Québec: étude du droit	2095	Quebec: study of law	2095
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Académie Artistique Inc.	2074	Académie Artistique Inc.	2074
A. W. Construction Limited.	2075	A. W. Construction Limited.	2075
Canadian Sash & Door Mfg. Co.	2075	Canadian Sash & Door Mfg. Co.	2075
Cercle Maurice de la Sizeranne	2075	Cercle Maurice de la Sizeranne	2075
Concrete Repairs & Waterproofing Company, Limited.	2076	Concrete Repairs & Waterproofing Company, Limited.	2076
Dawson Auto Parts St. Georges Ltd.	2076	Dawson Auto Parts St. Georges Ltd.	2076

Functional Homes Inc.	2076	Functional Homes Inc.	2076
Greenbrook Realty Corporation	2077	Greenbrook Realty Corporation	2077
Hemmingford Textile Company	2077	Hemmingford Textile Company	2077
Imprimerie Marquis Ltée — Marquis Printing Ltd.	2077	Imprimerie Marquis Ltée — Marquis Printing Ltd.	2077
J. J. Shea Limited	2078	J. J. Shea Limited	2078
L'Aqueduc de Valin Limitée	2078	L'Aqueduc de Valin Limitée	2078
L'Association Générale des Anciens Elèves des Frères de l'Instruction Chrétienne	2078	L'Association Générale des Anciens Elèves des Frères de l'Instruction Chrétienne	2078
Laurentide Manufacturing Co.	2079	Laurentide Manufacturing Co.	2079
Le Centre Récréatif de Rimouski Inc.	2079	Le Centre Récréatif de Rimouski Inc.	2079
L'Escarpin Incorporée	2080	L'Escarpin Incorporée	2080
Les Pétroles, Inc.	2080	Les Pétroles, Inc.	2080
Lingerie Marquise Limitée	2080	Lingerie Marquise Limitée	2080
Louis Desrochers & Fils Ltée.	2081	Louis Desrochers & Fils Ltée.	2081
MacDonald Studios Limited	2081	MacDonald Studios Limited	2081
Maison Familiale St-Joseph	2082	Maison Familiale St-Joseph	2082
Maisonneuve Building Inc.	2082	Maisonneuve Building Inc.	2082
Marquis Automobiles Ltée.	2082	Marquis Automobiles Ltée.	2082
Merton Realty & Investment Corpo- ration	2083	Merton Realty & Investment Corpo- ration	2083
Miss Brown's Dry Cleaning Inc.	2083	Miss Brown's Dry Cleaning Inc.	2083
Mlle Eugénie Fortin Ltd.	2083	Mlle Eugénie Fortin Ltd.	2083
My Shop Inc.	2084	My Shop Inc.	2084
Notre Dame Quarries Company Limited	2084	Notre Dame Quarries Company Limited	2084
Oland & Son (Quebec) Limited.	2084	Oland & Son (Quebec) Limited.	2084
Quebec Easter Seal Society — Société des Timbres de Pâques de la Province de Québec	2085	Quebec Easter Seal Society — Société des Timbres de Pâques de la Province de Québec	2085
Samton Metal Equipment Co.	2085	Samton Metal Equipment Co.	2085
Sherbrooke Ready-Mixed Concrete Li- mited	2086	Sherbrooke Ready-Mixed Concrete Li- mited	2086
Thornhill Park Association.	2086	Thornhill Park Association.	2086

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Berkertex of London Ltd.	2087
Felco Chain Stores Ltd.	2087
N. A. Ally & Cie, Ltée — N. A. Ally & Co. Ltd.	2087
Plymouth Import Mfg., Company Li- mited	2087
Ronaldo Tapin Meubles Limitée.	2087
Talon Ltée — Talon Ltd.	2088
Transamerica Fruit Corporation	2088
Universal Electric Products Co. Ltd.	2088
West End Clothes Inc.	2088

NOMINATIONS:

Diverses.	2095
-------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

P. E. Bouffard Limitée	2096
St. Paul Investments Ltd.	2096

SOUMISSIONS:

Huberdeau, commission scolaire de.	2098
La Sarre, village de	2096
Mégantic, ville de	2097
Ste-Thérèse-de-Lisieux, munic. de.	2098

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Service d'Aviation Charlevoix Saguenay Limitée.	2099
--	------

VENTES POUR TAXES:

Greenfield Park, ville de	2101
-------------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Wettring vs Papich	2104
------------------------------	------

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Berkertex of London Ltd.	2087
Felco Chain Stores Ltd.	2087
N. A. Ally & Cie, Ltée — N. A. Ally & Co. Ltd.	2087
Plymouth Import Mfg., Company Li- mited	2087
Ronaldo Tapin Meubles Limitée.	2087
Talon Ltée — Talon Ltd.	2088
Transamerica Fruit Corporation	2088
Universal Electric Products Co. Ltd.	2088
West End Clothes Inc.	2088

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	2095
-------------------------	------

HEAD OFFICES:

P. E. Bouffard Limitée	2096
St. Paul Investments Ltd.	2096

TENDERS:

Huberdeau, school Commission of.	2098
La Sarre, village of.	2096
Mégantic, town of	2097
Ste-Thérèse-de-Lisieux, munic. of.	2098

SALES, BANKRUPTCY: ACT:

Service d'Aviation Charlevoix Saguenay Limitée.	2099
--	------

SALES FOR TAXES:

Greenfield Park, town of.	2101
-----------------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Wettring vs Papich	2104
------------------------------	------

BEDFORD:		BEDFORD:	
Cartier <i>et al</i> vs Bullard <i>et al.</i>	2105	Cartier <i>et al</i> vs Bullard <i>et al.</i>	2105
CHICOUTIMI:		CHICOUTIMI:	
Tremblay <i>et vir</i> vs Lafrance	2105	Tremblay <i>et vir</i> vs Lafrance	2105
HULL:		HULL:	
Ste-Marie vs Payne <i>et vir</i>	2106	Ste-Marie vs Payne <i>et vir</i>	2106
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Paquet vs Grondin.	2106	Paquet vs Grondin.	2106
QUÉBEC:		QUEBEC:	
Guay vs Héritiers Fernand Clavet <i>et al</i>	2108	Guay vs Heirs of Fernand Clavet <i>et al.</i>	2108
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Côté vs Levesque <i>et al.</i>	2107	Côté vs Levesque <i>et al.</i>	2107
Fortin vs Béland.	2107	Fortin vs Béland.	2107
Lafontaine vs Ouellet.	2107	Lafontaine vs Ouellet.	2107
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Bergeron <i>et al.</i>	2108	The Quebec Farm Loan Board vs Ber- geron <i>et al.</i>	2108
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Banque Canadienne Nationale vs Roy.	2109	Banque Canadienne Nationale vs Roy	2109
Banque de Montréal vs Lamoureux . . .	2109	Bank of Montreal vs Lamoureux.	2109
25672-o		25672-o	